



Revue de presse



Dimanche 17 septembre 2023

Le Président de la République se rend à New York pour prendre part à la 78e session de l'AG de l'ONU



ALGER- Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a quitté samedi Alger à destination de New York (Etats-Unis), pour participer aux travaux de la 78e session ordinaire de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU.

Après avoir écouté l'hymne national, le Président Tebboune a passé en revue une formation de la Garde républicaine qui lui a rendu les honneurs à l'aéroport international d'Alger "défunt Président Houari-Boumediene".

Le Président de la République a été salué à son départ, par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) et le Directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Mohamed Ennadir Larbaoui.



Finances: installation de Abdelhafid Bakhouche à la tête de la Direction générale des douanes



ALGER - Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a procédé, jeudi à Alger, à l'installation de Abdelhafid Bakhouche, dans ses nouvelles fonctions de Directeur général (DG) des douanes algériennes, en remplacement de Nouredine Khaldi.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie d'installation qui s'est déroulée au siège de la Direction générale des douanes (DGD), en présence des cadres de l'institution, M. Faid a insisté sur "la nécessité de poursuivre et d'accélérer la cadence de réalisation des différents projets de modernisation du corps des douanes, notamment ceux relatifs à la numérisation et au système d'information, étant un outil indispensable à la sécurisation des transactions commerciales et à la protection de l'économie nationale".

Le ministre a également mis en avant "l'impératif de respecter la déontologie de la profession, en vue de garantir son bon fonctionnement et donner une image exemplaire de cet appareil qui est désormais appelé à redoubler d'efforts, en vue d'accomplir toutes les missions qui lui sont assignées notamment celles liées à la protection de l'économie nationale, à la prévention et à la lutte contre toutes les activités illégales au niveau des différents postes frontaliers".

Après avoir remercié M. Khaldi pour tous les efforts consentis à la tête de l'appareil des douanes, le ministre des Finances a félicité M. Bakhouche pour sa nomination, lui souhaitant plein succès dans l'accomplissement de ses nouvelles missions, tout en rappelant la lourde responsabilité qui lui incombe, au regard de l'importance capitale que revêt ce secteur.

A son tour, M. Bakhouche a affirmé qu'il procédera "d'abord à une évaluation objective de ce qui a été accompli durant les quelques dernières années, en veillant à valoriser et à consolider les aspects positifs, à cerner les aspects négatifs, à trouver les solutions idoines et à fixer les défis à relever dans les années à venir".

Cela n'est possible, a-t-il ajouté, "que par le dévouement et le travail sérieux, en bannissant les mauvaises pratiques telles que la corruption matérielle et morale".

L'Algérie connaît un ancrage démocratique exceptionnel à travers le projet de redressement du président de la République



ALGER - Le bureau du Conseil de la nation a affirmé dans un communiqué à l'occasion de la Journée internationale de la démocratie, célébrée le 15 septembre de chaque année, que l'Algérie connaît, aujourd'hui, un ancrage démocratique exceptionnel à travers le projet de redressement initié par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, après son élection à la tête du pays, et la concrétisation de ses engagements électoraux, notamment la révision constitutionnelle de 2020.

Cette révision constitutionnelle constitue "la pierre angulaire pour consolider les fondements du socle démocratique de l'Algérie nouvelle et réaliser les aspirations du peuple algérien à une démocratie authentique, fidèle à l'identité et aux valeurs nationales constantes, et adaptée aux exigences de la modernité et de la bonne gouvernance", indique le communiqué du bureau du Conseil de la nation présidé par M. Salah Goudjil, président du Conseil.

Autant de démarches concrétisées, "dans le cadre d'un Etat social que le président de la République n'a eu de cesse de rappeler à maintes reprises pour souligner la fidélité aux valeurs de la glorieuse guerre de Novembre", ajoute le communiqué.

Le Conseil de la nation a passé en revue les différentes dispositions constitutionnelles introduites suite à cette révision constitutionnelle intervenue pour "renforcer les libertés et les droits, clarifier la nature démocratique du système de gouvernance qui s'appuie sur la séparation des pouvoirs, définir les

mandats électoraux nationaux, renouveler la représentation politique en vertu d'une nouvelle loi électorale qui encourage la participation des jeunes à la vie politique et la parité homme-femme".

"Le législateur a veillé à la constitutionnalisation de la Justice constitutionnelle à travers la création de la Cour constitutionnelle jouissant de prérogatives importantes lui permettant de contribuer à la protection des droits et des libertés, de garantir la stabilité des institutions et de protéger le pays des crises pouvant survenir à l'avenir".

"Le législateur a constitutionnalisé le principe du droit à l'environnement, qui est le reflet d'une série d'engagements internationaux ratifiés en la matière, et de l'importance de l'environnement en Algérie".

Le bureau de la Chambre haute du Parlement a souligné que "l'Algérie nouvelle est profondément convaincue que l'Etat des institutions, l'alternance au pouvoir à travers les élections, la justice, le contrôle constitutionnel et la justice sociale sont les principaux fondements de la démocratie qui renforcent la pratique démocratique et consacrent l'Etat de droit".

A ce propos, le bureau du Conseil de la Nation a estimé que la Journée internationale de la démocratie, célébrée le 15 septembre de chaque année, constituait une "occasion particulière pour évoquer la réalité de la pratique démocratique à travers le monde et de l'engagement des sociétés à cet effet".

Seize (16) ans après la proclamation de la Journée internationale de la démocratie, qui coïncide avec le 26e anniversaire de la Déclaration universelle sur la démocratie, ce rendez-vous est désormais "une occasion pour mettre en exergue le rôle crucial de l'institution parlementaire dans chaque pays et saluer les actions des parlements nationaux en faveur de la promotion des valeurs de la démocratie, de la justice, du progrès social, du droit et de la loi, et concernant les questions liées à la protection de l'environnement, étant l'un des grands défis mondiaux actuels".

Le thème choisi, par l'UIP pour la célébration de la journée cette année, porte sur "une démocratie plus efficace en faveur du climat" illustre, sans doute, "le rôle majeur que jouent les parlements au service de la démocratie et du climat et pour le renforcement des liens qui les unissent, notamment à travers une législation adéquate en adéquation avec les défis imposés par les changements climatiques actuellement", ajoute la même source.

A l'instar des autres pays du monde, l'Algérie accorde à la question climatique une importance majeure dans le cadre de la protection nationale du climat et ce par la mise en place de règles juridiques visant la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable", a ajouté le communiqué.

L'Algérie, lit-on encore dans le communiqué, "a inclus la question du changement climatique parmi les priorités nationales, par la mise en place d'une stratégie spéciale et la création de la commission nationale du climat pour assurer le suivi des stratégies de lutte contre les changements climatiques et leurs retombées sur le développement".

"Les Parlements ont un rôle majeur dans la naissance et l'évolution de la démocratie. Ils s'acquittent de missions importantes dans les différents systèmes politiques modernes, telles que la législation, la représentation, le contrôle, le budget public, la promulgation des textes nécessaires pour la consécration de la démocratie, le renforcement du système judiciaire, la lutte contre la corruption, la promotion de la démocratie et du rôle des partis politiques, des forces de la société civile et de la presse", a rappelé le Conseil de la nation.



Réunion du gouvernement: les secteurs de la Justice, l'Habitat et le

Travail examinés



ALGER - Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présidé, jeudi, une réunion du gouvernement au cours de laquelle les secteurs de la Justice, l'Habitat et le Travail ont été examinés, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

"Le Premier ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce jeudi 14 septembre 2023, une réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement.

Lors de sa réunion hebdomadaire, le Gouvernement a examiné les points suivants:

Dans le domaine de la justice:

Le Gouvernement a examiné un avant-projet de loi relative à la lutte contre le faux et l'usage de faux, présenté par le ministre de la justice, garde des sceaux.

Ce projet de texte, initié en application des directives de Monsieur le Président de la République, vise à faire face à ce genre d'infractions dans toutes ses formes, notamment la falsification de documents officiels, publics et commerciaux, l'usurpation d'identité d'autrui et l'obtention, indûment, des avantages, des subventions et aides publiques, ainsi que des exonérations financières fiscales et tous autres avantages.

Aussi, ce nouveau cadre juridique s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de l'engagement présidentiel relatif à la moralisation de la vie publique, notamment à travers l'instauration d'une véritable concurrence loyale dans tous les domaines, la protection de la confiance publique, l'élimination des différentes formes de fraude pour l'accès aux services et avantages de toute nature et la consécration de la transparence des transactions.

Dans le domaine de l'habitat:

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a présenté un projet de décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif n14-139 du 20 avril 2014 portant obligation pour les entreprises, groupes d'entreprises et groupement d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics de certains secteurs d'activités d'être titulaires d'un certificat de qualification et de classification professionnelles.

Ce projet de décret prévoit notamment l'introduction de la numérisation des procédures de traitement des dossiers de demande d'obtention du certificat de qualification et de classification professionnelles et leur délivrance, la simplification et l'allégement des procédures administratives, la réduction des délais, la révision du système d'évaluation et son harmonisation et l'obligation pour les entreprises de s'engager dans un processus de qualité pour améliorer leurs performances.

Enfin, dans le domaine du travail:

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a présenté cinq (5) projets de décrets exécutifs qui interviennent en applications des dispositions de la

loi n 23-08 du 21 juin 2023 relative à la prévention, au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève.

Il s'agit des projets de décrets exécutifs fixant:

- la liste des secteurs d'activités et des postes de travail nécessitant la mise en œuvre d'un service minimum obligatoire et la liste des secteurs.
- la périodicité des réunions obligatoires relatives à l'examen de la situation des relations socioprofessionnelles et des conditions générales de travail au sein des institutions et administrations publiques.
- les missions des médiateurs dans le domaine du règlement des conflits collectifs de travail ainsi que les modalités de leur désignation et de leurs honoraires.
- la composition, les modalités de désignation des membres de la commission nationale et de la commission de wilaya d'arbitrage en matière des conflits collectifs de travail ainsi que leur organisation et leur fonctionnement.
- les missions, la composition, les modalités de désignation du président et des membres du conseil paritaire de la fonction publique dans le domaine de la conciliation des conflits collectifs de travail, ainsi que son organisation et son fonctionnement.

La promulgation de ces textes permettra la mise en œuvre des dispositions de la loi n 23-08 du 21 juin 2023 qui vient renforcer les outils du dialogue social au niveau des institutions et administrations publiques et au sein des entreprises économiques, et introduire de nouvelles mesures visant à consolider les méthodes amiables de règlement des conflits collectifs de travail de manière à assurer une cohésion sociale, garante d'un environnement paisible et propice à la croissance économique du pays".

Examen d'un avant-projet de loi relative à la lutte contre le faux et l'usage de faux



ALGER - Le Gouvernement a examiné jeudi un avant-projet de loi relative à la lutte contre le faux et l'usage de faux, initié en application des directives du Président de la République, et s'inscrivant dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de l'engagement présidentiel relatif à la moralisation de la vie publique, indique un communiqué des services

du Premier ministre.

L'avant-projet, présenté par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, lors de la réunion hebdomadaire du Gouvernement, présidée par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, vise à "faire face à ce genre d'infractions dans toutes ses formes, notamment la falsification de documents officiels, publics et commerciaux, l'usurpation d'identité d'autrui et l'obtention, indûment, des avantages, des subventions et aides publiques, ainsi que des exonérations financières fiscales et tous autres avantages", précise le communiqué.

Ce nouveau cadre juridique, souligne la même source, s'inscrit, aussi, dans le cadre de "la poursuite de la mise en œuvre de l'engagement présidentiel relatif à la moralisation de la vie publique, notamment à travers l'instauration d'une véritable concurrence loyale dans tous les domaines, la protection de la confiance publique, l'élimination des différentes formes de fraude pour l'accès aux services et avantages de toute nature et la consécration de la transparence des transactions".

Présentation de cinq projets de décrets exécutifs relatifs au secteur du Travail



ALGER - Cinq projets de décrets exécutifs qui interviennent en application des dispositions de la loi relative à la prévention, au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève, ont été présentés, jeudi lors de la réunion hebdomadaire du Gouvernement, présidée par le

Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.

"Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a présenté cinq (5) projets de décrets exécutifs qui interviennent en applications des dispositions de la loi n 23-08 du 21 juin 2023 relative à la prévention, au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève", précise la même source.

Il s'agit des projets de décrets exécutifs fixant "la liste des secteurs d'activités et des postes de travail nécessitant la mise en œuvre d'un service minimum obligatoire et la liste des secteurs, la périodicité des réunions obligatoires relatives à l'examen de la situation des relations socioprofessionnelles et des conditions générales de travail au sein des institutions et administrations publiques, les missions des médiateurs dans le domaine du règlement des conflits collectifs de travail ainsi que les modalités de leur désignation et de leurs honoraires", ajoute le [communiqué](#).

Il s'agit également de "la composition, les modalités de désignation des membres de la commission nationale et de la commission de wilaya d'arbitrage en matière des conflits collectifs de travail ainsi que leur organisation et leur fonctionnement, de même que les missions, la composition, les modalités de

désignation du président et des membres du conseil paritaire de la Fonction publique dans le domaine de la conciliation des conflits collectifs de travail, ainsi que son organisation et son fonctionnement", relève le communiqué.

"La promulgation de ces textes permettra la mise en œuvre des dispositions de la loi n 23-08 du 21 juin 2023 qui vient renforcer les outils du dialogue social au niveau des institutions et administrations publiques et au sein des entreprises économiques, et introduire de nouvelles mesures visant à consolider les méthodes amiables de règlement des conflits collectifs de travail de manière à assurer une cohésion sociale, garante d'un environnement paisible et propice à la croissance économique du pays", conclut le communiqué du Gouvernement.



Forte croissance du marché des produits bancaires de la finance islamique



ALGER- Lancé il y a trois ans, le marché des produits bancaires islamiques enregistre un fort taux de croissance, porté notamment par une demande soutenue, face à une offre diversifiée de produits et services que propose une douzaine d'établissements bancaires publics et privés.

Selon des données récentes de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), les dépôts bancaires totalisent "un peu plus de 700 milliards (mds) de Da" collectés par quelques 600 points de vente, entre agences dédiées et fenêtres islamiques au niveau des agences classiques réparties au niveau du territoire national.

"Cela porte à plus de 4% la part des dépôts bancaires islamiques dans les ressources globales collectées par les banques de la place, contre un peu plus de 1% il y a cinq ans", a indiqué à l'APS Sofiane Mazari, président du Comité finance islamique à l'ABEF.

Selon le même responsable, qui souligne "la réelle volonté politique à promouvoir la finance islamique", ce résultat est très intéressant et encourageant pour l'ensemble des banques vue la croissance de la collecte des ressources, les financements mais aussi la panoplie de produits bancaires conformes à la Charia et qui ne cesse de s'étoffer.

A fin août 2022, les dépôts bancaires islamiques avaient totalisé 500 mds de Da, les financements 400 mds de Da, alors que le nombre de fenêtres islamiques au niveau des banques avaient atteint les 469, d'après un précédent bilan communiqué par la Banque d'Algérie.

Actuellement, douze (12) banques proposent ces produits, notamment depuis la promulgation, en 2020, du cadre régissant cette finance, à savoir le règlement 2020-02 définissant les opérations de banque relevant de la finance islamique, et l'instruction 03-20 définissant les produits relevant de la finance islamique et fixant les modalités et caractéristiques techniques de leur mise en œuvre.

Les sukuk, nouvelle opportunité d'investissement

De plus, la nouvelle loi monétaire et bancaire promulguée en juin dernier consolide davantage le cadre juridique de ce secteur, en consacrant, entre autres, la création de banques exclusivement dédiées aux produits islamiques, note M. Mazari, pour qui cette loi ouvre la voie aussi à des partenariats nationaux et internationaux pour la création de nouveaux établissements bancaires et financiers islamiques en Algérie.

"Compte tenu de la croissance très rapide des fenêtres islamiques, je pense qu'il va y avoir de nouveaux acteurs sur le marché, de nouvelles banques islamiques étrangères qui vont s'installer notamment du Moyen Orient, du Qatar, de Turquie ou même de la Malaisie", a-t-il avancé à ce propos.

Interrogé, par ailleurs, sur la perspective de lancement des sukuk comme moyens de financement alternatif et leur impact sur le segment de la finance islamique, le représentant de l'ABEF estime qu'ils permettront aux banques et aux compagnie

d'assurance takaful de développer leurs investissements et de placer leurs trésoreries excédentaires.

De plus, a-t-il ajouté, ces obligations islamiques notamment souveraines (lancés par le Trésor public) sont de nature à favoriser la création, à terme, de banques d'affaires "qui sont les plus à même de faire ce type de montages financiers et de les gérer".

Il a d'autre part insisté sur la "grande volonté" de la communauté bancaire pour investir et former le capital humain dédié à l'activité de la finance islamique, soulignant le rôle de la communication et la sensibilisation dans le cadre d'une démarche d'inclusion financière notamment au profit de larges franges de la société.

Evoquant les perspectives du secteur à moyen terme, M. Mazari a mis l'accent sur le développement du marché boursier et l'importance pour les acteurs du marché à contribuer à financer les infrastructures publiques, et les entreprises productrices.



LPP: transfert des crédits classiques auprès du CPA à la Finance islamique possible

ALGER - Les clients du Crédit Populaire d'Algérie (CPA) ayant bénéficié de crédits classiques pour l'acquisition d'un logement LPP peuvent, désormais, transférer depuis le 1er septembre ces financements à la formule "Idjara immobilier" (Location menant à la propriété), relevant de la Finance islamique, a indiqué le chef du département Finance islamique au CPA, M. Sofiane Mazari.

La relance du mécanisme de financement des logements LPP selon la formule de Finance islamique par le CPA, intervient en exécution de la convention signée, en 2021, entre la banque et l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) en 2021, a indiqué M. Mazari dans une déclaration à l'APS.

Les bénéficiaires des logements LPP désirant obtenir un prêt pour l'achat de leurs logements selon la formule "Idjara Immobilier", avaient signé un engagement

portant conversion du financement classique à des formules conformes aux préceptes de la Charia, en attendant l'entrée en vigueur effectif de la convention.

Les clients de la banque signataires de cet engagement peuvent désormais réaliser cette conversion, et les bénéficiaires qui n'avaient pas signé l'engagement peuvent, eux aussi, conversion en des formules conformes aux préceptes de la Charia sous certaines conditions, selon le même responsables.

Augmentation des dépôts de la finance islamique auprès de la banque de 120% fin août sur une base annuelle

M. Mazari a révélé que le CPA a enregistré une hausse considérable de dépôts dans le cadre de l'activité de la finance islamique, estimait à 30,7 milliards DA jusqu'à la fin du mois d'août, soit un taux de 120% sur une base annuelle.

La banque a connu, cette année, "le recouvrement de ressources considérables, d'autant plus qu'elle a enregistré un taux de croissance dans les dépôts, soit à travers les comptes d'épargne ou les comptes chèques, dépassant 100%, ce qui est chose importante, selon le responsable qui relève que la valeur des dépôts enregistrés à fin août de l'année écoulée, a été estimée à 14,01 Mds de DA.

Sur une base mensuelle, les dépôts connaissent dans le cadre de la finance islamique au sein du même établissement bancaire, un taux de croissances oscillant entre 7% et 8%, selon les dernières données de la banque publique qui enregistre actuellement, après environ deux années et demi du lancement de ses prestations de finance islamique, 28 produits dont 7 produits bancaires relatifs à l'épargne et 21 produits de financement destinés aux particuliers, aux professionnels et aux établissements.

Le nombre des comptes ouverts a, également, doublé au niveau des 100 guichets dédiés à la finance islamique, passant de quelque 21.500 comptes en août 2022 à 42.300 comptes à fin août de l'année en cours 2023.

Selon le même responsable, un programme a été tracé, en vue de créer 10 agences dédiées à la finance islamique, dont 5 seront réceptionnées avant la fin de l'année en cours, dans l'objectif de consolider le rapprochement avec les clients, tout en améliorant leur prise en charge, au regard de "la très forte demande enregistrée sur les produits bancaires islamiques".

Selon M. Mazari, le produit le plus demandé au niveau de la banque est le crédit "Mourabaha Equipements" qui permet aux clients d'acquérir les meubles ainsi que les équipements électroménagers produits localement.

EL MOUDJAHID

Faïd procède à l'installation d'Abdelhafid Bakhouche à la tête de la DG des douanes : Accélérer la modernisation de l'institution



Le ministre des Finances, M. Laâziz Faïd, a procédé, jeudi à Alger, à l'installation de M. Abdelhafid Bakhouche dans ses nouvelles fonctions de Directeur général (DG) des douanes algériennes, en remplacement de M. Noureddine Khaldi. Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie d'installation

qui s'est déroulée au siège de la Direction générale des Douanes (DGD), en présence des cadres de l'institution, M. Faïd a insisté sur «la nécessité de poursuivre et d'accélérer la cadence de réalisation des différents projets de modernisation du corps des Douanes, notamment ceux relatifs à la numérisation et au système d'information, étant un outil indispensable à la sécurisation des transactions commerciales et à la protection de l'économie nationale». Le ministre a également mis en avant «l'impératif de respecter la déontologie de la profession, en vue de garantir son bon fonctionnement et donner une image exemplaire de cet appareil qui est désormais appelé à redoubler d'efforts, en vue d'accomplir toutes les missions qui lui sont assignées, notamment celles liées à la protection de l'économie nationale, à la prévention et à la lutte contre toutes les activités illégales au niveau des différents postes frontaliers». Après avoir remercié M. Khaldi pour tous les efforts consentis à la tête de l'appareil des Douanes, le ministre des Finances a félicité M. Bakhouche pour sa nomination, lui souhaitant plein succès dans l'accomplissement de ses nouvelles missions, tout en rappelant la lourde responsabilité qui lui incombe, au regard de l'importance capitale que revêt ce secteur. À son tour, M. Bakhouche a affirmé qu'il procédera «d'abord à une évaluation objective de ce qui a été accompli durant les quelques

dernières années, en veillant à valoriser et à consolider les aspects positifs, à cerner les aspects négatifs, à trouver les solutions idoines et à fixer les défis à relever dans les années à venir». Cela n'est possible, a-t-il ajouté, «que par le dévouement et le travail sérieux, en bannissant les mauvaises pratiques telles que la corruption matérielle et morale».



Laaziz Faïd a installé le nouveau DG des Douanes

La modernisation sera sa principale mission

Abdelhafid Bakhouche qui succèdera à Noureddine Khaldi connaît donc sa feuille de route.

La numérisation et le système d'information constituent le principal levier que compte utiliser le gouvernement pour moderniser le fonctionnement des services des Douanes. Le ministre des Finances, Laaziz Faïd qui, à l'occasion de l'installation du nouveau DG des Douanes a, à ce propos, souligné «la nécessité de poursuivre et d'accélérer la cadence de réalisation des différents projets de modernisation du corps des douanes». Pour Faïd, l'essentiel de l'action à mener dans ce sens tourne autour de la numérisation et du système d'information. Pour le ministre c'est là un «outil indispensable à la sécurisation des transactions commerciales et à la protection de l'économie nationale». Les problèmes induits par les surfacturations des importations et les sous-facturations des exportations sont de nature à brouiller l'image économique de l'Algérie et retarder son déploiement à l'international. L'enjeu est donc de taille et explique parfaitement l'insistance du président de la République pour hâter l'opération de numérisation de l'administration en général et celle liée à l'économie, plus spécifiquement. Il reste que dans le corps des Douanes, il est également d'autres aspects très importants dans la conduite de tous ces membres. En cela, les recommandations du président de la République sont on ne peut plus claires, notamment dans la lutte sans merci contre la corruption. Dans cette exigence, il y a «l'impératif de respecter la déontologie de la profession», souligne le ministre des Finances. L'objectif n'est autre que de garantir le bon fonctionnement du corps et «donner une image exemplaire de cet appareil». L'enjeu est d'autant plus important, que le corps des Douanes «est désormais appelé à redoubler d'efforts, en vue d'accomplir toutes les missions qui lui sont assignées, notamment celles liées à la protection de l'économie nationale», rappellera le ministre Laaziz Faïd. Et il ajoutera à ces missions celles consistant à «la prévention et à la lutte contre toutes les activités illégales au niveau des différents postes frontaliers». Abdelhafid Bakhouche qui succèdera à Nourdine Khaldi connaît donc sa feuille de route. Il est tenu de donner un coup d'accélérateur au processus de numérisation,

actuellement en cours. On imagine déjà l'impact positif sur les opérateurs économiques, à l'import comme à l'export et au-delà sur le climat d'affaires qui s'améliore de jour en jour, et qui gagnerait fortement à s'adosser à une administration des Douanes efficace et transparente. Les partenaires étrangers apprécieront un véritable agent économique, défendant les intérêts du pays, sans user de pratiques bureaucratiques qui a déjà fait perdre de belles opportunités à l'économie nationale.

Félicité par le ministre des Finances, le nouveau gendarme en chef de l'économie du pays peut d'ores et déjà compter sur une volonté politique clairement orientée en direction de la modernisation de tous les acteurs de l'administration économique et financières du pays. Sur le sujet, les services des Douanes sont en premières lignes.

En guise de première déclaration à sa nomination, le nouveau DG des Douanes a mis en avant son intention de procéder «d'abord à une évaluation objective de ce qui a été accompli durant les quelques dernières années, en veillant à valoriser et à consolider les aspects positifs, à cerner les aspects négatifs, à trouver les solutions idoines et à fixer les défis à relever dans les années à venir». Cela n'est possible, a-t-il ajouté, «que par le dévouement et le travail sérieux, en bannissant les mauvaises pratiques telles que la corruption matérielle et morale».



Kamel Moula, président du Conseil du renouveau économique algérien, à L'Expression

«Le Président veut rassembler tous les acteurs économiques»

Dans son livre, Le sorcier de l'Élysée, François Bazin raconte que Jacques Pilhan, l'homme qui conseilla les deux présidents François Mitterrand et Jacques Chirac a érigé la posture du silence en stratégie de communication: «Tais-toi si tu veux être écouté.» La rareté de la parole chez un homme public est généralement créatrice d'une envie d'être entendu. Et c'est vraisemblablement la position que semble avoir adopté le président du Conseil du renouveau économique algérien (Crea), Kamel Moula. L'homme, déjà de nature discret, se fait rare sur les plateaux des télévisions et des colonnes de journaux. On ne badine pas avec les mots lorsqu'il est question de stabilité et de sécurité du pays. Mais cette fois-ci, il a décidé de parler et nous fait l'honneur, sur les colonnes de L'Expression, de nous confier quelques détails croustillants de sa rencontre avec le président de la République. En lisant cet entretien, on en sait un peu plus sur nombre de sujets qui marquent l'actualité nationale. On comprend l'approche économique du Président, son soutien indéfectible aux entrepreneurs privés, les tenants et aboutissants de la

commission de contrôle qui était destinée au redressement fiscal de certaines entreprises, la question du foncier industriel et d'autres sujets qui intéressent directement les opérateurs économiques.

L'Expression: Vous avez rencontré, récemment, le président de la République. Pouvez- vous nous situer le contexte de ce rendez-vous qui, semble-t-il, est intervenu suite à votre demande?

Kamel Moula: Depuis la fin de la pandémie, le président de la République a adopté une méthode novatrice pour rester en contact direct avec toutes les composantes de la société civile. Par l'intermédiaire de conférences de presse régulières, le président de la République donne à l'ensemble de la population, les clés de compréhension des orientations et des mesures politiques mises en oeuvre. Et par le biais de rencontres régulières avec la jeunesse, les associations, les opérateurs économiques et autres, il questionne sur l'impact des réformes, écoute et prend note des propositions. Ainsi, à chaque fois qu'il le juge nécessaire, le Conseil du renouveau économique algérien adresse une demande d'audience auprès de Monsieur le président de la République qui donne une suite favorable en fonction de son agenda. Le rendez-vous de ce mercredi dernier répond au même process à la différence près que notre demande d'audience faisait suite aux différentes notes sur divers sujets économiques que nous avons adressées au président de la République ces deux derniers mois. Cette audience nous a permis d'avoir un éclairage sur les différentes problématiques abordées dans nos écrits et de faire un point sur la situation économique dans le cadre de la rentrée sociale.

Lors de cette rencontre, vous avez exposé votre point de vue sur la situation du pays et formulé des propositions. Quelle a été l'analyse du président de la République?

Nous avons évoqué entre autres les difficultés que le Crea rencontre dans l'accompagnement des opérateurs économiques confrontés aux lenteurs bureaucratiques de l'administration qui ralentissent, voire bloquent le développement des entreprises. Nous avons pu constater que le président de la République avait une vision politique très pointue sur les résistances au changement. Il est très conscient de l'impérieuse nécessité de rassemblement de tous les acteurs autour de l'objectif de construction de la nouvelle Algérie. Le président de la République déploie beaucoup d'énergie pour améliorer la qualité de vie des citoyens et renforcer le secteur économique mais les résistances au changement comme la bureaucratie ou le laxisme de l'administration sont des freins importants au développement.

Le président de la République a décidé d'être encore beaucoup plus ferme vis-à-vis des personnes réticentes au changement et nous a recommandé de faire remonter directement aux services de la Présidence chaque situation conforme au droit qui ne trouve pas son règlement dans l'administration.

La commission de contrôle a été une opération à l'origine destinée au redressement fiscal des entreprises. Cette commission a produit l'exact contraire de son objectif au point d'être perçue par certains opérateurs comme une sanction et non comme un redressement. Avez-vous abordé cette question avec le premier magistrat du pays?

Ce sujet a fait l'objet de plusieurs notes du Crea au président de la République. Nous avons conscience que le président de la République devait prendre le temps nécessaire pour mesurer l'importance des écarts entre sa vision et la mise en oeuvre concrète de ses directives. Nous étions donc persuadés qu'il allait prendre les mesures nécessaires de réajustement au plus tard à la rentrée sociale. Lors de l'audience, nous avons pu constater que le président de la République avait bien pris acte que le procédé mis en place pour lutter contre la fraude ne correspondait pas aux directives qu'il avait données. Nous avons pu sans tabous, en toute sérénité et en toute liberté lui apporter des éléments factuels qui vont à l'opposé de ses directives. Monsieur le président de la République nous a annoncé des nouvelles directives claires et fermes: gel de la commission de contrôle, réexamen de tous les dossiers avec un changement radical de la procédure employée, droit de recours aux entreprises qui se considèrent lésées par la finalité du contrôle et surtout rétablir les opérateurs économiques dans leurs droits en cas d'erreur avérée de la commission de contrôle. Le président de la République a réaffirmé sa confiance envers les opérateurs économiques et notamment ceux du secteur privé. Il a exprimé clairement sa volonté de sauvegarder les entreprises qu'il considère comme un pilier dans la lutte contre le chômage.

Posé depuis plusieurs années, le problème du foncier industriel a empêché le déploiement de centaines, voire des milliers d'investisseurs. Où se situent les blocages et qu'a dit le chef de l'État à ce sujet?

En effet, la difficulté d'accès au foncier est également un des freins au développement des investissements et donc de la création de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois. Le président de la République a déploré le retard pris par l'administration dans l'élaboration et la promulgation de la nouvelle loi sur le foncier. Cependant, il a assuré que nous étions dans la phase finale, les discussions au Parlement étant closes.

A priori, l'Agence est prête et pourra être opérationnelle dès le mois d'octobre.

Vous avez abordé les problèmes rencontrés par les opérateurs économiques et certains sont interdits d'exporter des produits transformés à l'image des

semouleries fabricant des pâtes alimentaires? Avez-vous exposé au Président toutes ces difficultés rencontrées sur le terrain?

Concernant ce sujet, en novembre 2022, le Crea a proposé 30 recommandations validées par tous les acteurs pour développer les exportations hors hydrocarbures. Malheureusement, une seule a été mise en oeuvre dernièrement par l'Exécutif. Celle qui concerne l'installation du Conseil national consultatif de la promotion des exportations.

Nos autres propositions peuvent être un support pour régler la situation que vous évoquez.

Nous espérons que le Conseil national consultatif sur la promotion des exportations dont le Crea fait partie, étudie nos propositions pour donner une nouvelle dynamique aux exportations et répondre aux objectifs fixés par le président de la République.

Votre parole se fait rare. Aux polémiques, vous opposez l'apaisement et la sérénité. Mais dans certains cas, la polémique est nécessaire en ce sens qu'elle remue les idées et fait avancer le débat...

Le Crea travaille au quotidien à défendre les intérêts des opérateurs économiques et par ricochet au développement économique. Notre ligne de conduite se résume en deux mots: sérénité et efficacité. Au Crea, nous ne croyons pas que la polémique apporte une plus-value. Car pour être constructif, un débat doit avoir lieu dans des conditions de sérénité. Par contre, nous reconnaissons à chacun le droit à sa libre expression pour peu qu'il en assume pleinement la responsabilité.

Si on vous interrogeait sur les perspectives, croyez-vous à un décollage rapide de notre économie à en juger par les réformes menées par le président de la République?

Notre pays a tous les atouts nécessaires pour devenir un leader économique dans la région. Pour faire décoller rapidement notre économie, nous avons besoin d'encre plus de réformes. Mais aussi de l'accélération de la digitalisation dans tous les services administratifs. C'est le moyen le plus efficace de lutter contre la bureaucratie de l'administration et donc de lever un grand frein au développement économique. La pérennisation de la confiance entre les opérateurs économiques et les pouvoirs publics reste aussi un facteur clé pour impulser une dynamique optimiste chez les investisseurs.

Ils doivent y inaugurer une banque et une expo permanente de nos produits : Deux ministres algériens attendus en Mauritanie



Deux membres du gouvernement algérien doivent se rendre en Mauritanie pour inaugurer l'exposition des produits algériens et inaugurer la succursale de la Banque Al-Ittihad d'Algérie en Mauritanie, dans le cadre de la première coopération économique de ce type.

Le 20 de ce mois, **le ministre algérien des Finances, Laaziz Faid** effectuera la première visite de ce type dans le but d'inaugurer la succursale de la Banque de l'Union, selon ce qu'a rapporté l'ambassade d'Algérie à Nouakchott, aux côtés du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, et l'exposition annuelle des produits algériens en Mauritanie seront inaugurées de haut niveau par les deux pays frères. C'est une exposition qui constitue une opportunité importante à travers la participation des grandes entreprises algériennes aux industries alimentaires, électroménager et industries lourdes.

Ces produits ont gagné la confiance du consommateur mauritanien et commencent à inonder les marchés ouest-africains via le portail Mauritanie.

Laaziz Faid, Ministre algérien des Finances, inaugurer également l'Union Banque d'Algérie en Mauritanie. L'Union Banque d'Algérie est financée directement par l'État algérien à travers quatre banques publiques: la Banque Nationale d'Algérie, la Banque Extérieure d'Algérie, la Banque Populaire de Crédit d'Algérie et la Banque d'Agriculture et de Développement Rural, qui ont alloué 50 millions de dollars américains pour sa nouvelle succursale en Mauritanie.

C'est Mohamed Lamine Labou, directeur général de la Banque nationale algérienne, qui a mené les négociations avec les autorités financières mauritaniennes sur les détails de la création de l'Union bancaire d'Algérie à Nouakchott.

Selon Labou, la nouvelle banque vise essentiellement à financer les exportations des acteurs algériens des secteurs public et privé vers la Mauritanie, à mettre fin au troc actuellement pratiqué aux frontières des deux pays et à mobiliser l'épargne

des Algériens résidant en Mauritanie. Mauritanie afin d'augmenter les transferts de devises vers l'Algérie.

Un important et remarquable travail a été accompli par notre mission diplomatique à Nouakchott. Cela a permis à l'Algérie de renforcer sa coopération gagnant-gagnant avec la Mauritanie, mais aussi de se tourner vers l'ensemble des pays ouest-africain via ce pays voisin et frère.



Émission de sukuk : Une opportunité de placement des trésoreries excédentaires



Les produits de la finance islamique enregistrent un fort taux de croissance. Selon des données récentes de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), les dépôts bancaires totalisent «un peu plus

de 700 milliards (mds) de DA » collectés par quelques 600 points de vente.

Une prouesse qui «porte à plus de 4% la part des dépôts bancaires islamiques dans les ressources globales collectées par les banques de la place, contre un peu plus de 1% il y a cinq ans », a indiqué à l'APS Sofiane Mazari, président du Comité finance islamique à l'ABEF. Il estime que ce bon résultat trouve son explication dans « la réelle volonté politique à promouvoir la finance islamique ».

A fin août 2022, les dépôts bancaires islamiques avaient totalisé 500 mds de Da, les financements 400 mds de Da, alors que le nombre de fenêtres islamiques au niveau des banques avaient atteint les 469, selon un précédent bilan communiqué par la Banque d'Algérie.

Actuellement, douze (12) banques proposent ces produits, notamment depuis la promulgation, en 2020, du cadre régissant cette finance, à savoir le règlement 2020-02 définissant les opérations de banque relevant de la finance islamique, et l'instruction 03-20 définissant les produits relevant de la finance islamique et fixant les modalités et caractéristiques techniques de leur mise en œuvre.

Par ailleurs, à la faveur de la nouvelle loi monétaire et bancaire promulguée en juin dernier, cette finance dite également charaïque voit consolider davantage son cadre juridique. Selon M. Mazari, cette loi ouvre la voie aussi à des partenariats nationaux et internationaux pour la création de nouveaux établissements bancaires et financiers islamiques en Algérie.

Sur la perspective de lancement des sukuk privés, le représentant de l'ABEF estime qu'ils permettront aux banques et aux compagnie d'assurance takaful de développer leurs investissements et de placer leurs trésoreries excédentaires. Enchaînant, il estime que ces obligations islamiques notamment souveraines sont de nature à favoriser la création, à terme, de banques d'affaires «qui sont les plus à même de faire ce type de montages financiers et de les gérer ».



Douanes : Abdelhafid Bakhouche installé à la tête de la Direction générale



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a procédé, ce jeudi à Alger, à l'installation de Abdelhafid Bakhouche, dans ses nouvelles fonctions de Directeur général (DG) des douanes algériennes, en remplacement de Noureddine Khaldi.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie d'installation qui s'est déroulée au siège de la Direction générale des douanes (DGD), en présence des cadres de

l'institution, M. Faïd a insisté sur « la nécessité de poursuivre et d'accélérer la cadence de réalisation des différents projets de modernisation du corps des douanes, notamment ceux relatifs à la numérisation et au système d'information, étant un outil indispensable à la sécurisation des transactions commerciales et à la protection de l'économie nationale ».

Le ministre a également mis en avant « l'impératif de respecter la déontologie de la profession, en vue de garantir son bon fonctionnement et donner une image exemplaire de cet appareil qui est désormais appelé à redoubler d'efforts, en vue d'accomplir toutes les missions qui lui sont assignées notamment celles liées à la protection de l'économie

nationale, à la prévention et à la lutte contre toutes les activités illégales au niveau des différents postes frontaliers ».

Après avoir remercié M. Khaldi pour tous les efforts consentis à la tête de l'appareil des douanes, le ministre des Finances a félicité M. Bakhouche pour sa nomination, lui souhaitant plein succès dans l'accomplissement de ses nouvelles missions, tout en rappelant la lourde responsabilité qui lui incombe, au regard de l'importance capitale que revêt ce secteur.

A son tour, M. Bakhouche a affirmé qu'il procédera « d'abord à une évaluation objective de ce qui a été accompli durant les quelques dernières années, en veillant à valoriser et à consolider les aspects positifs, à cerner les aspects négatifs, à trouver les solutions idoines et à fixer les défis à relever dans les années à venir ». Cela n'est possible, a-t-il ajouté, « que par le dévouement et le travail sérieux, en bannissant les mauvaises pratiques telles que la corruption matérielle et morale ».



Projet de loi de finances 2024 : Pour un nouveau mode de gouvernance



C'est pour la deuxième année consécutive que les pouvoirs publics optent pour l'élaboration et l'exécution d'un budget programme dans le cadre de la préparation de la loi de finances pour l'exercice 2024.

La mesure en question «s'inscrit dans une démarche de concrétisation de la mise en œuvre du nouveau mode de gouvernance,

pour une gestion budgétaire axée sur les résultats, dans une perspective pluriannuelle», souligne-t-on dans une note d'orientation relative à la préparation de l'avant-projet de la loi de finances et de budget pour 2024. Celle-ci précise que le projet en question «intervient dans une conjoncture marquée par un retour à une situation économique stable avec un raffermissement des revenus liés aux exportations des hydrocarbures qui présagent une transition remarquable de relance économique devant induire à terme une diversification des ressources génératrices de valeur ajoutée, de richesse et d'emploi».

La démarche suivie par le gouvernement en instaurant un budget programme tient compte des objectifs fixés et des indicateurs de performance associés. A noter que le niveau global des dépenses est fixé à titre prévisionnel à 14.953,68 milliards de dinars pour 2024 et à 14.965,49 milliards DA pour l'exercice 2025. «Ces montants ont été ajustés pour prendre en charge l'impact budgétaire induit par la mise en œuvre de certaines mesures décidées par les pouvoirs publics (revalorisation de la grille indiciaire des salaires, allocation chômage, pension et allocation de retraite) ainsi que les besoins supplémentaires formulés par les départements ministériels...», relève-t-on dans la même note .

Si l'on tien compte des principales orientations, notamment en matière de recettes, les mesures à mettre en place doivent s'inscrire dans l'optique d'élargissement de l'assiette fiscale, la mobilisation des ressources et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Elles doivent également contribuer à la simplification des procédures dans le cadre de la poursuite de l'amélioration du climat des affaires et des réformes fiscales. Il est mentionné également que «les mesures législatives devront s'inscrire dans la poursuite du processus d'amélioration des recettes du budget de l'Etat et du renforcement de la gestion de l'effort public tout en préservant l'équité sociale et le pouvoir d'achat des citoyens».

Algérie 360°

Investissement en Algérie : un rapport US explique pourquoi les étrangers ont peur

Dans son récent rapport intitulé « 2023 Investment Climate Statements: Algeria, » le Département d'État des États-Unis a émis un avis critique sur le climat d'investissement mis en avant par l'Algérie, pointant du doigt les avantages et les inconvénients du marché algérien pour les acteurs économiques étrangers.

Le rapport souligne les défis auxquels seraient confrontés les investisseurs étrangers dans le pays, allant de la volatilité réglementaire à l'imposition de réformes peu avantageuses pour les firmes étrangères, notamment américaines.

Les États-Unis émettent un avis mitigé sur le climat d'investissement en Algérie

Les opérateurs économiques, qu'ils soient nationaux ou internationaux, feraient face à une série de défis tels que des procédures douanières complexes, une

bureaucratie lourde, ainsi que des difficultés dans les transferts monétaires en Algérie, d'après le Département d'État américain.

Les restrictions sur l'importation qui entravent les chaînes d'approvisionnement internationales contribueraient également à nourrir la réticence des entrepreneurs à s'installer en Algérie.

Algérie 360°

Banque d'Algérie et marché parallèle : cours de change du dinar ce jeudi 14 septembre

Selon les cotations commerciales d'ouverture du dinar à la Banque d'Algérie du 13 au 15 septembre 2023, la monnaie européenne unique s'achète à 147.09 dinars algériens et se vend à 47.16 dinars algériens. Alors que l'achat du dollar américain s'est établi, sur le même marché, à 136.93 dinars algériens et sa vente à 136.94 dinars algériens.

Outre la paire USD/EUR, les cours de change du marché officiel de la Banque d'Algérie indiquent qu'il est possible d'acheter la monnaie du Royaume-Uni à 170.71 dinars algériens et de la vendre à 170.80 dinars algériens. De plus, les taux de change du marché officiel affichent l'achat du dollar canadien à 100.94 dinars algériens et sa vente à 100.98 dinars algériens.

En parallèle, l'euro unique s'échange encore contre 223.00 dinars algériens à l'achat et contre 225.00 dinars algériens à la vente sur le marché informel du Square d'Alger. De son côté, l'échange de l'unité de la monnaie américaine se maintient à 205.00 dinars algériens pour l'achat et à 207.00 dinars algériens pour la vente.

Enfin, notons que les cambistes de la bourse informelle cèdent l'unité de la livre sterling contre 255.00 dinars algériens à l'achat et contre 257.00 dinars algériens à la vente. Alors qu'ils proposent l'unité de la monnaie canadienne à 148.00 dinars algériens à l'achat et à 150.00 dinars algériens à la vente.

Cotations : le dinar face aux devises en Banque et au marché noir

Pour tout vous résumer, voici un tableau qui récapitule les cours de change de la monnaie nationale face aux principales devises étrangères, et ce, sur les deux marchés de change, officiel et parallèle :

Devises	Officiel / achat	Officiel / vente	Marché noir / achat	Marché noir / vente
Euro (€)	147.09	147.16	223.00	225.00
Dollar US (\$)	136.93	136.94	205.00	207.00
Livre Sterling (£)	170.71	170.80	255.00	257.00
Dollar CAN (\$C)	100.94	100.98	148.00	150.00
Dirham EAU (AED)	37.27	37.28	51.00	54.00

Algérie 360°

L'Algérie augmente l'allocation pour les personnes en situation de handicap

L'inclusion et le bien-être des personnes en situation de handicap sont des préoccupations croissantes pour de nombreux gouvernements à travers le monde. En Algérie, ces préoccupations sont d'autant plus pertinentes compte tenu des défis économiques et sociaux auxquels le pays est confronté. Il est essentiel de garantir un soutien adéquat à ces individus, afin qu'ils puissent mener une meilleure vie.

Dans le dernier numéro du Journal officiel, la décision a été prise par le gouvernement algérien d'augmenter l'allocation destinée aux personnes en situation de handicap. La somme passera de 10 000 dinars algériens à 12 000 dinars. Parallèlement, l'allocation de solidarité nationale a été revue à la hausse, passant de 3 000 dinars à 7 000 dinars, voire même 12 000 dinars pour ceux qui bénéficiaient initialement de 10 000 dinars.

Les détails du décret : Qui sont les bénéficiaires ?

Le décret, dans son article 2, précise les critères d'éligibilité à cette nouvelle allocation. Une subvention financière de 12 000 dinars par mois sera accordée à toute personne handicapée dont le taux d'incapacité est évalué à 100 %, âgée d'au moins 18 ans, et sans revenu. Cette augmentation sera rétroactive à compter du 1er mai 2023. C'est une avancée notable, surtout si l'on se rappelle que, en 2019, cette allocation avait déjà connu une augmentation significative, passant de 3 000 dinars à 10 000 dinars.

De plus, le décret garantit cette allocation à tous les handicapés, indépendamment de la nature de leur handicap. Selon les données disponibles, 334 007 personnes, toutes en situation de handicap à 100 %, pourront bénéficier de cette augmentation sur le territoire national.

Cette décision gouvernementale intervient donc à la suite d'une proposition de loi, soumise par un des députés au bureau de l'Assemblée populaire nationale, suggérant de porter l'allocation mensuelle à 18 000 dinars algériens. La raison principale de cette proposition était que l'allocation précédente ne couvrait pas suffisamment les besoins des personnes handicapées, notamment avec la flambée des prix des produits de base ces dernières années.

Algérie 360°

Avec un pic à plus de 94 \$, les prix du pétrole au plus haut en 2023



Durant la journée d'hier, jeudi 14 septembre, **les cours de pétrole ont grimpé à leur plus haut niveau de l'année 2023**. Cette tendance haussière des prix du brut devrait se poursuivre dans les prochains jours pour atteindre les **95 \$**, prévoient les analystes.

Ainsi, le baril de **Brent** de la Mer du Nord (référence européenne) a enregistré un pic à **94,23 \$ (+2,13 %)**, son plus haut niveau depuis 10 mois. Quant au baril de **WTI** (West Texas Intermediate, référence US), il a terminé la session à **90,80 \$ (+2,13 % également)**

Le G77 + Chine appelle à «changer les règles du jeu» économique mondial



Le sommet du G77+Chine, formé par une centaine de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine représentant 80% de la population mondiale, a débuté vendredi à La Havane avec un appel à «changer les règles du jeu» économique international.

Une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement participent à ce sommet de deux jours, parmi lesquels le président argentin Alberto Fernandez, le Colombien Gustavo Petro, l'Angolais João Lourenço, le Mozambicain Filipe Nyusi, le Rwandais Paul Kagame, ou encore l'émir du Qatar, le Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani et le président palestinien Mahmoud Abbas.

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva est arrivé dans la soirée dans la capitale cubaine. «Après tout le temps où le Nord a organisé le monde selon ses intérêts, c'est maintenant au Sud de changer

les règles du jeu», a lancé à l'ouverture du sommet le président cubain Miguel Diaz-Canel, dont le pays occupe depuis janvier la présidence tournante du groupe. Le dirigeant a souligné que les pays en développement étaient les principales victimes de «la crise multidimensionnelle actuelle dans le monde», des «dérèglements cycliques dans le commerce, la finance internationale et les échanges inégaux», ainsi que du réchauffement climatique.

Il a condamné une «architecture internationale» qui est «hostile au progrès» des pays du sud. Le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, qui participe au sommet, s'est prononcé pour un monde «plus représentatif et qui répond mieux aux besoins des économies en développement», soulignant que ces pays étaient «piégés dans un enchevêtrement de crises mondiales».

- «FONDS PUBLICS» -

Des représentants d'une centaine de pays sont présents à La Havane pour ce sommet extraordinaire ayant pour thème le «rôle de la science, de la technologie et de l'innovation» dans le développement. Le chef de l'ONU a félicité à cette occasion Cuba pour la mise au point de vaccins contre le Covid-19.

Le Groupe, créé en 1964 par 77 pays, compte désormais 134 nations. La Chine participe comme acteur externe. Son représentant, Li Xi, membre du comité permanent du Bureau politique du Parti communiste chinois, a insisté dans son allocution sur l'importance de la «coopération Sud-Sud», alors que plusieurs orateurs ont évoqué les inégalités mondiales mises au jour par la pandémie de Covid-19 et la nécessité de réduire la dette des pays les

plus pauvres pour financer la transition climatique. «Le poids de la dette externe, la volatilité des marchés, les difficultés pour l'accès à internet et le changement climatique sont de sérieux obstacles pour le progrès de nos nations», a souligné le président angolais João Lourenço. Le président colombien Gustavo Petro a proposé «une négociation universelle» pour réduire la dette des pays pauvres afin de dégager «des fonds publics qui nous permettent de payer la transition vers une économie décarbonée». Son homologue argentin a, lui, estimé que les pays du sud avaient désormais une «énorme opportunité pour exiger l'égalité». «C'est dans le Sud global que se trouve ce dont a besoin le monde central», a dit M. Fernandez en référence aux pays les plus riches. «Il a besoin d'aliments qui se produisent en Amérique du sud (...) il a besoin d'énergies qui se trouvent dans les pays arabes (...) il a besoin du lithium» de l'Amérique du sud. En juillet, le chef de l'ONU avait souligné devant la presse que le «G77 était la voix du Sud global, le plus grand groupe de pays sur la scène internationale», soulignant que la «multiplicité de sommets» internationaux dans différentes régions du monde «reflète la croissante multipolarité de notre monde». M. Guterres s'est notamment rendu ces dernières semaines au sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, bientôt étendu à six nouveaux membres) à Johannesburg et au G20, groupe des économies les plus puissantes du monde, à New Delhi. L'organisation de ce sommet permet à Cuba de démontrer sa capacité diplomatique, malgré les difficultés économiques qui secouent le pays communiste. Une lente reprise après la pandémie, le renforcement des sanctions de Washington -- qui impose un embargo à La Havane depuis 1962 -- et les faiblesses structurelles internes ont plongé le pays dans une grave crise.

Selon le rapport 2023 du Département américain Le climat des affaires en Algérie s'améliore

Le maintien de la règle 51/49% régissant les investissements étrangers directs (IDE) en Algérie pour les activités d'achat et de revente et aux activités relevant de cinq secteurs, dits stratégiques, serait à l'origine, selon la déclaration 2023 du Département américain sur le climat des affaires en Algérie, du repli des IDE, en Algérie, malgré l'existence des opportunités importantes dans presque tous les domaines.

Dans cette analyse, relayée par des médias locaux et étrangers, les Américains mettent en cause la politique du protectionnisme menée par l'Etat, en favorisant les entreprises locales au détriment des sociétés étrangères, ce qui freine les efforts de modernisation, de numérisation, de diversification et de l'ouverture de l'économie algérienne à l'extérieur.

Difficile et peu compétitif pour les entreprises étrangères, le marché algérien peine à attirer les capitaux étrangers.

Le commerce et l'industrie protégés du pays doivent intégrer le marché mondial tôt ou tard pour faire face à la concurrence et sortir, effectivement, de la dépense de l'économie nationale aux hydrocarbures.



■ Comparée aux autres pays de la région, l'Algérie peine encore à attirer les capitaux étrangers, malgré sa position géographique stratégique. (Ph: D.R)

drocarbures.

« Certaines réglementations favorisent explicitement les entreprises locales au détriment des concurrents étrangers, et les changements fréquents et imprévisibles des réglementations commerciales ont ajouté à l'incertitude du marché », a précisé le document, évoquant la règle du 51-49% sur l'investissement étranger en Algérie, supprimée pour la plupart des secteurs, sauf pour les activités de production de bien et de service revêtant un caractère stratégique.

« Cette règle peut avoir un impact disproportionné sur les petites et moyennes entreprises (PME), tandis que les investissements importants bénéficient généralement d'une plus grande flexibilité », a expliqué le rapport, évoquant « des allégations » des investisseurs étrangers, selon lesquelles, « les partenaires algériens peuvent parfois refuser d'investir les fonds nécessaires dans les activités de l'entreprise et embaucher des travailleurs non qualifiés ». De son côté, « l'Algérie continue

de poursuivre des politiques protectionnistes pour encourager le développement des industries locales. Les politiques de substitution des importations qu'elle emploie ont tendance à générer une incertitude réglementaire, des pénuries d'approvisionnement, une augmentation des prix et une sélection limitée de biens de consommation », indique le rapport, insistant sur l'importance d'un cadre réglementaire stable et cohérent pour les investisseurs étrangers. Comparée aux autres pays de la région, l'Algérie peine encore à attirer les capitaux étrangers, malgré sa position géographique stratégique, la taille de son marché et sa jeunesse. L'Etat tente de pallier aux dysfonctionnements réglementaires, institutionnels et structurels pour améliorer le climat des affaires du pays, en pleine transition économique.

La reconstruction de l'économie nationale se fait graduellement. L'ouverture de l'économie nationale est une étape cruciale pour les entreprises nationales et

étrangères. La prudence est de mise. C'est légitime dans le contexte actuel.

Les rédacteurs de cette analyse soulignent la double peine des entreprises américaines, confrontées, également, « à des législations de leur propre pays qui les obligent à conserver une participation majoritaire dans les entreprises étrangères pour protéger leurs droits de propriété intellectuelle ». Le Département américain a décrit un climat des affaires difficile et compliqué pour les entreprises américaines en raison de l'instabilité du cadre réglementaire régissant certaines activités, qu'il qualifie de contradictoire.

« Alors que le Gouvernement algérien accueille publiquement les IDE, un climat des affaires difficile, un environnement réglementaire incohérent et des politiques gouvernementales parfois contradictoires compliquent les investissements étrangers », explique le rapport, affirmant qu'« il existe des opportunités commerciales dans presque tous les secteurs, notamment l'agro-alimentaire, les biens de consommation, les énergies conventionnelles et renouvelables, les soins de santé, les mines, les produits pharmaceutiques, l'énergie, le recyclage, les télécommunications et les transports. ».

Des secteurs porteurs qui intéressent les entreprises américaines qui souhaitent, selon ce rapport, plus de flexibilité réglementaire et de soutien aux investisseurs étrangers. « Les responsables du Gouvernement algérien encouragent fréquemment les entreprises américaines à investir en Algérie, en mettant particulièrement l'accent sur l'agriculture, les technologies de l'information et de la communication, l'exploitation minière, les hydrocarbures (en amont et en aval), les énergies renouvelables et les soins de santé », relève le document.

Samira Takharboucht

IL ÉTAIT LE PATRON DE L'UNION BANK, PREMIÈRE BANQUE PRIVÉE ALGÉRIENNE

BRAHIM HADJAS BLANCHI APRÈS DIX ANNÉES DE DÉTENTION

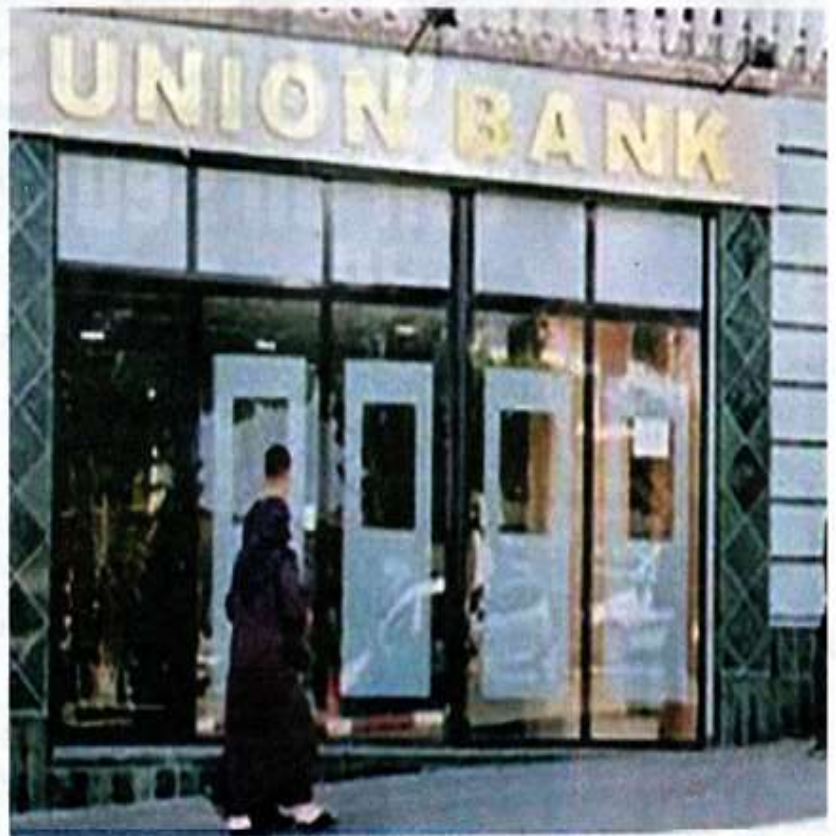
● Le patron d'Union Bank, la doyenne des banques privées, créée en 1995, Brahim Hadjas, a été libéré le 10 août dernier ● Il a quitté la prison, après avoir été blanchi de tous les faits qui lui étaient reprochés ● Il était le 4^e patron de banque à avoir été poursuivi, au début des années 2000, marqué par une cascade de mises en liquidation des établissements bancaires privés ayant impacté lourdement le secteur financier.

L'homme d'affaires Brahim Hadjas a quitté, le 10 août dernier, la prison sans faire de bruit, après avoir purgé dix années de détention pour plusieurs chefs d'inculpation dont il a sera blanchi. Il était le quatrième sur la liste des patrons de banques privées à avoir fait l'objet de poursuites judiciaires au début des années 2000. Aussi bien son établissement financier que les filiales de son groupe ont été prises dans le tourbillon de la procédure de mise en liquidation dès 2004.

Brahim Hadjas réagit par une déclaration, publiée le 30 août 2004 sur le quotidien *El Watan*, dans laquelle il s'est dit «*indigné*» de la mise en liquidation de l'Union Bank le 13 juillet de la même année. Il a par ailleurs dénoncé «*la mise en échec délibérée du premier règlement judiciaire en Algérie*». Il avait rappelé que «*l'Union Bank a volontairement cherché protection auprès de la justice, afin de sauvegarder les intérêts de ses clients*». «*Nous faisons face à une crise systémique qui nous dépasse. Aucune banque au monde n'est en mesure de rembourser tous ses clients sans le support des institutions étatiques et la solidarité de la place financière*», avait-il expliqué tout en affirmant qu'*en juin 2003, et en raison de la crise systémique qui a frappé le secteur financier privé, l'Union Bank a saisi les autorités monétaires pour un emprunt de deux milliards de dinars*. Celui-ci devait être garanti par des actifs tangibles

équivalant à 835 millions de dinars. Le but de cette action était d'éviter la cessation de paiements au terme d'un plan de sortie de crise de 18 mois.

Sans réponse des autorités monétaires, le 6 septembre 2003, l'Union Bank a saisi le tribunal d'Alger pour cessation de paiements. En vertu de deux jugements prononcés en 2003, le tribunal avait déclaré l'établissement financier «*solvable*», l'autorisant ainsi à «*continuer son exploitation avec l'assistance du syndic-administrateur judiciaire et sous le contrôle du juge-commissaire*». Ainsi débutait, selon lui, la première procédure de règlement judiciaire en Algérie consistant à suspendre les poursuites des créanciers pour permettre à une entreprise de se réorganiser pour y faire face. Hadjas avait alors déclaré «*ne pas comprendre*» pourquoi l'Union Bank n'a pas été «*autorisée à payer ses créanciers avec les produits de ses recouvrements de créances et de ses désengagements*». Pour Hadjas, l'Union Bank «*a commencé à connaître des difficultés après la révocation de son président-directeur général (PDG), ancien gouverneur de la Banque d'Algérie, le 30 mars 1997*». Selon lui, en date du 30 mars 1997, «*les actionnaires d'Union Bank ont mis fin aux fonctions de l'ex-PDG, après avoir découvert des documents contrefaits*». Quelque temps après cette déclaration, Brahim Hadjas quitte l'Algérie vers le Canada. En 2013, il est incarcéré, jugé puis relaxé à la suite d'une plainte



de l'ancien PDG de l'Union Bank, déposée en France. Il est encore une fois interpellé et emprisonné durant 8 mois au Maroc, avant d'être extradé vers l'Algérie. Il écopa ensuite d'une peine de 15 ans commuée à 10 ans.

Le 4 août dernier, il a purgé sa peine. Blanchi, il revient sur ce qu'il qualifie de «*terrorisme administratif et judiciaire qu'aucun des hommes d'affaires n'a subi*» (voir entretien).

Salima Tlemçani

L'Union Bank a été mise en liquidation en 2003

PHOTO : DR

EXCLUSIF

BRAHIM HADJAS. Fondateur d'Union Bank

«OÙ SONT PASSÉS LES 5,50 MILLIARDS DE DINARS

Sorti de prison le 10 août 2023, après avoir purgé une peine de 10 ans, Brahim Hadjas, fondateur d'Union Bank, mise en liquidation en 2003 et obtenu une réhabilitation, accuse la Banque d'Algérie «d'avoir été l'instrument d'exécution du pillage d'Union Bank» et déclare détenir «toutes les preuves de ce système de pillage de l'Algérie». Dans l'entretien qu'il nous a accordé en exclusivité, il parle de son blanchiment par la justice, après 10 ans d'incarcération, de «la disparition de 5,50 milliards de dinars» des comptes d'Union Bank et de son arrestation en France et puis au Maroc, mais aussi de sa détention durant dix ans «sans rencontrer un seul juge d'instruction».



PHOTO DR

Entretien réalisé par
Salima Tlemçani

Le 10 août dernier vous avez quitté la prison après avoir purgé une peine de 10 ans d'incarcération et réhabilité par huit décisions de justice qui vous blanchissent des accusations. Allez-vous demander réparation pour les préjudices subis ?

D'abord il faut savoir que la peine était de 15 ans puis réduite à 10 ans, que j'ai purgée au 10 août dernier et de ce fait, j'ai quitté la prison. Entre temps, j'ai écrit au procureur général près la Cour suprême faisant valoir, comme le stipule l'article 530 du code de procédure pénale mon droit à une réhabilitation sans réparation, c'est-à-dire que l'on reconnaisse mon innocence dans toutes les affaires.

La réponse qu'il m'a envoyée a été claire. Qu'en vertu de l'article 131 du code de procédure pénale, il ne peut y avoir une demande de réhabilitation sans réparation et m'a donc conseillé de solliciter une reconsidération ou une révision de l'affaire. En fait, j'ai fait l'objet de trois condamnations, une de 5 ans, pour l'affaire du terrain agricole de Bouchaoui, annulée et pour les deux autres, on a considéré qu'il n'y avait pas de délit de gestion étant donné que je n'étais pas gestionnaire. Entre temps il y a eu la dépénalisation des actes de gestion. Et pour ne pas poursuivre les magistrats qui m'ont condamné sans base légale, ils m'ont libéré et renvoyé devant le tribunal commercial. En termes de droit, tous les procès qui m'ont été intentés étaient illégaux tout simplement parce qu'Union Bank s'est mise sous la protection de la justice, en vertu de l'arrêt du 14 octobre 2003, qui l'a placée sous administration judiciaire.

A partir de cette date, aucune poursuite ne pouvait être engagée contre elle.

A l'époque, les autorités avaient parlé d'une banque en faillite qui a laissé une lourde dette et des actifs loin de répondre à l'indemnisation de ses créanciers. N'est-ce pas le cas ?

C'est un mensonge. Tout a été fomenté....

Que s'est-il donc passé ?

L'investisseur que j'étais n'avait aucun pouvoir sur la banque. Tous les pouvoirs étaient entre les mains du PDG, à l'époque Hadj Nacer, ancien gouverneur de la Banque d'Algérie. Au bout de quelque temps, j'avais demandé, en tant qu'actionnaire et fondateur d'Union Bank, la tenue d'une réunion du Conseil d'administration. Hadj Nacer m'a répondu : «Ne vous occupez pas de la banque», puis m'a lancé clairement : «Le système a besoin d'Union Bank. On va détourner l'argent public vers elle.»

Le scénario Khalifa Bank ?

Exactement. Ils voulaient faire d'Union Bank, ce qu'ils ont fait avec Khalifa Bank. Lorsque je me suis opposé, le PDG a fait signer une résolution émanant d'une assemblée générale dans laquelle il fait état de la cession de mes actions à son profit. Pourquoi le ferais-je ?



رئيس الجمهورية يتوجه إلى نيويورك للمشاركة في الدورة 78 للجمعية العامة للأمم المتحدة



الجزائر - غادر رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، يوم السبت أرض الوطن متوجها إلى نيويورك بالولايات المتحدة الأمريكية، للمشاركة في أشغال الدورة العادية الـ 78 للجمعية العامة للأمم المتحدة.

وبعد أن استمع إلى النشيد الوطني، استعرض الرئيس تبون تشكيلة من الحرس الجمهوري أدت له التحية الشرفية بمطار الجزائر الدولي "الرئيس الراحل هواري بومدين".

وكان في توديع رئيس الجمهورية كل من، الوزير الأول السيد أيمن بن عبد الرحمان، ورئيس أركان الجيش الوطني الشعبي، الفريق أول السعيد شنقريحة، و مدير ديوان رئاسة الجمهورية، السيد محمد النذير العرباوي.

مالية: تنصيب عبد الحفيظ بخوش على رأس المديرية العامة للجمارك



الجزائر - أشرف وزير المالية، السيد لعزیز فايد، يوم الخميس، بالجزائر العاصمة، على تنصيب السيد عبد الحفيظ بخوش مديرا عاما للجمارك الجزائرية، خلفا للسيد نور الدين خالدي.

وفي كلمة له ألقاها خلال مراسم التنصيب، التي جرت بمقر المديرية العامة للجمارك، بحضور الاطارات المسيرة للجهاز، شدد السيد فايد على "ضرورة مواصلة وتسريع وتيرة إنجاز مختلف المشاريع التحديثية لسلك الجمارك، خاصة تلك المتعلقة بالرقمنة والنظام المعلوماتي كونهما أداة لا يستغنى عنها لتأمين التعاملات التجارية وحماية الاقتصاد الوطني".

كما أكد على "وجوب الالتزام بأخلاقيات المهنة لضمان السير الحسن وإعطاء الصورة المثالية عن هذا الجهاز الذي أصبح مدعوا إلى مضاعفة الجهود للتكفل بكل المهام الموكلة إليه والتي تتمحور حول جوانب حساسة تمس حماية الاقتصاد الوطني والوقاية ومحاربة كل الأنشطة غير الشرعية عبر مختلف المنافذ الحدودية".

وبهذه المناسبة، شكر وزير المالية السيد خالدي على كل الجهود المبذولة خلال عهده على رأس جهاز الجمارك، مهنئا في الوقت ذاته السيد بخوش على تعيينه، متمنيا له كل التوفيق في

مهامه الجديدة، ومشييرا الى الثقة الملقاة على عاتقه نظرا للأهمية البالغة التي يكتسيها هذا القطاع.

بدوره، أكد السيد بخوش أنه سيقوم "كإجراء اولي، بتقييم موضوعي لما تم انجازه في السنوات القليلة الماضية، مع الحرص على تثمين الايجابيات وتعزيزها وحصر السلبيات وايجاد الحلول اللازمة لها فضلا عن وضع تحديات يتم رفعها خلال السنوات القادمة". ويتم ذلك، يضيف، من خلال "التفاني والعمل بجد، مع ضبط السلوكيات غير السوية على غرار الفساد المادي والمعنوي".



الجزائر تشهد رسوخا ديمقراطيا متميزا يعكسه المشروع النهضوي لرئيس الجمهورية



الجزائر - أكد مكتب مجلس الأمة في بيان له بمناسبة الاحتفاء باليوم الدولي للديمقراطية، المصادف لـ15 سبتمبر من كل عام، أن الجزائر تشهد اليوم رسوخا ديمقراطيا مميذا يعكسه المشروع النهضوي الذي يقوده السيد عبد المجيد تبون، مذ انتخابه رئيسا للجمهورية ووفائه بالتزاماته الانتخابية وعلى رأسها التعديل الدستوري لـ2020.

ويشكل هذا التعديل الدستوري الذي تضمن العديد من المستجدات التي حملتها الأحكام الدستورية الجديدة، "حجر الزاوية لترسيخ أسس صرح الديمقراطية في الجزائر الجديدة وتجسيد تطلعات الشعب الجزائري لديمقراطية أصيلة متشبثة بهويتها وبقيمها الوطنية الثابتة والعريقة وامتكيفة مع مقتضيات الحداثة ومستلزمات الحكم الراشد"، مثلما أشار إليه بيان مكتب مجلس الأمة، برئاسة السيد صالح قوجيل، رئيس المجلس.

ويجري تجسيد كل ذلك --يضيف المصدر ذاته-- "في ظل الدولة الوطنية الاجتماعية التي ما فتئ رئيس الجمهورية يذكر بها عديد المرات على سبيل التأكيد والوفاء لقيم ثورة نوفمبر المجيدة".

واستعرض مجلس الأمة، في هذا الصدد، مختلف الأحكام الدستورية التي تم إدراجها ضمن هذا التعديل الدستوري، والتي جاءت لـ "توسع من نطاق الحماية المقررة دستوريا للحريات والحقوق وتوضيح الطبيعة الديمقراطية لنظام الحكم الذي يستند إلى الفصل المتوازن بين السلطات، وتحديد العهدة الانتخابية الوطنية وتجديد التمثيل السياسي بموجب قانون جديد للانتخابات يشجع الشباب والمناصفة بين الرجل والمرأة وأخلقة الحياة السياسية والعامّة معاً".

كما "حرص المؤسس الدستوري أيضا على دسترة العدالة الدستورية من خلال استحداث محكمة دستورية بصلاحيات هامة ومعتبرة، تسمح لها بالإسهام في حماية الحقوق والحريات وضمان استقرار المؤسسات وحماية البلاد من أي أزمات قد تطرأ مستقبلاً"، كما أنه "كرس دستوريا مبدأ الحق في البيئة، والذي جاء انعكاسا لمجموعة من الالتزامات الدولية المبرمة في هذا المجال، ومعها الأهمية التي أضحت تحوزها البيئة في الجزائر".

وشدد مكتب الغرفة العليا للبرلمان على أن "الجزائر الجديدة تؤمن إيمانا عميقا بأن دولة المؤسسات والتداول السلمي على السلطة عبر الانتخابات والعدالة والرقابة الدستورية والعدالة الاجتماعية، هي الدعائم الأساسية للديمقراطية التي تطور الممارسة الديمقراطية وترسخ دولة الحق والقانون".

وفي سياق ذي صلة، اعتبر مكتب مجلس الأمة اليوم الدولي للديمقراطية المصادف لـ 15 سبتمبر من كل عام، "سانحة مميزة للوقوف عند واقع الممارسة الديمقراطية عبر العالم ومدى التزام المجتمعات بالمنطق الديمقراطي قيميا وعمليا".

ويتم هذا التقييم --يتابع البيان-- "بعيدا عن منطق الانتقائية والكيل بمكيالين وازدواجية المعايير، باعتبارها أرضية أساسية لخدمة الشعوب والأمم، تنبني على قيم السلم والأمن والتنمية المستدامة وحقوق الإنسان في كنف احترام الخصوصيات الثقافية والعرقية والحضارية المتنوعة بين الشعوب والأمم، علاوة على التدعيم الموضوعي الذي لا يعتريه أي غموض لحق الشعوب في تقرير المصير وحققها في الكرامة دونما تمييز أو إقصاء".

فبعد مرور 16 سنة منذ اعتماد اليوم الدولي للديمقراطية، المصادف للذكرى الـ 26 للإعلان العالمي حول الديمقراطية، أصبح هذا الموعد "فرصة للتأكيد على الدور الهام للمؤسسة البرلمانية في كل بلد والإشادة بما يمكن للبرلمانات الوطنية القيام به من أجل التعميق المجتمعي لقيم الديمقراطية والعدالة والرقى الاجتماعي والحق والقانون، وكذلك ما يتصل بموضوع حماية البيئة باعتباره من الرهانات العالمية الكبرى في الوقت الراهن".

وانطلاقا من كون الشعار الذي أختير هذه السنة، من طرف الاتحاد البرلماني الدولي، لإحياء هذا اليوم، ينصب حول "ديمقراطية أكثر فعالية في خدمة المناخ"، فإنه "ثمة بلا شك دور كبير تؤديه البرلمانات في سبيل خدمة الديمقراطية والبيئة وتعزيز الروابط التي قد تجمع بينهما، سيما عبر سن التشريع الذي

يكون مناسباً ومواكباً للتداعيات والتحديات التي تفرضها التغيرات المناخية والاحتباس الحراري في الوقت الراهن"، يضيف نفس المصدر.

وقد دفع ذلك بالجزائر، على غرار دول العالم، إلى "إيلاء مسألة المناخ الأهمية اللائقة ضمن ما يتعلق بالحماية الوطنية للبيئة، من خلال وضع قواعد قانونية تهدف في مجملها إلى مكافحة المشاكل التي تؤثر في البيئة وتضمن حماية البيئة في إطار التنمية المستدامة"، فضلا عن أنها "أدرجت مسألة التغير المناخي، ضمن الأولويات الوطنية وهو ما نلمسه عبر تسيير استراتيجية خاصة استهلتها باستحداث اللجنة الوطنية للمناخ لمتابعة استراتيجيات مكافحة التغيرات المناخية وتأثيراتها على التنمية".

وعليه، يذكر مجلس الأمة بأن البرلمان "كان لها دور أساسي في نشأة الديمقراطية وتطورها، وهي تقوم بوظائف أساسية مجسدة عبر مختلف الأنظمة السياسية المقارنة المعاصرة، كالتشريع والتمثيل والرقابة وإقرار الميزانية العامة، علاوة على إصدار التشريعات اللازمة لترسيخ قواعد الديمقراطية وتقوية النظام القضائي والتصدي لقضايا الفساد ودعم الثقافة الديمقراطية وتقوية دور الأحزاب السياسية وفعاليات المجتمع المدني والصحافة والإعلام، إلى غير ذلك".



قطاعات العدل والسكن والعمل في صلب اجتماع الحكومة

الجزائر- ترأس الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان، يوم الخميس، اجتماعا للحكومة، خصص لدراسة جملة من النقاط تخص قطاعات العدل، السكن والعمل، حسب ما أورده بيان لمصالح الوزير الأول، فيما يلي نصه الكامل:



"ترأس الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان، هذا الخميس 14 سبتمبر 2023، اجتماعا للحكومة، انعقد بقصر الحكومة.

وقد درست الحكومة خلال اجتماعها الأسبوعي هذا النقاط الآتية:

في مجال العدل: درست الحكومة مشروعا تمهيدا لقانون يتعلق بمكافحة التزوير واستعمال المزور. إن مشروع هذا النص الذي تمت المبادرة به تطبيقا لتعليمات السيد رئيس الجمهورية، يهدف إلى التصدي لمثل هذه الجرائم بمختلف أشكالها، لاسيما تزوير المحررات الرسمية والعمومية والتجارية وانتحال هوية الغير والحصول، بغير وجه حق، على امتيازات أو مساعدات أو إعانات عمومية وكذا الاستفادة من إعفاءات مالية أو جبائية وغيرها من المزايا.

كما يندرج هذا الجهاز القانوني الجديد في إطار مواصلة تجسيد الالتزام الرئاسي المتعلق بأخلاق الحياة العامة لاسيما من خلال إرساء قواعد المنافسة النزيهة الحقيقية في شتى المجالات، والحفاظ على الثقة العامة والقضاء على مختلف أشكال التحايل للحصول على الخدمات والمزايا مهما كان نوعها وكذا تكريس الشفافية في المعاملات.

وفي مجال السكن:

قدم وزير السكن والعمران والمدينة مشروع مرسوم تنفيذي يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 14 - 139 المؤرخ في 20 أفريل 2014 الذي يوجب على المؤسسات ومجموعات المؤسسات وتجمعات المؤسسات التي تعمل في إطار إنجاز الصفقات العمومية لبعض قطاعات النشاطات أن تكون لها شهادة التأهيل والتصنيف المهنيين.

وينص مشروع هذا المرسوم لاسيما على إدراج رقمنة إجراءات معالجة ملفات طلب الحصول على شهادة التأهيل والتصنيف المهنيين وتسليمها، وتبسيط وتخفيف الإجراءات الإدارية وتقليص الآجال ومراجعة نظام التقييم وضمان اتساقه وكذا وجوب التزام المؤسسات بنظام الجودة لتحسين أدائها.

أخيرا، وفي مجال العمل:

قدم وزير العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي خمسة (5) مشاريع مراسيم تنفيذية تأتي تطبيقا لأحكام القانون رقم 23 - 08 المؤرخ في 21 جوان 2023، والمتعلق بالوقاية من النزاعات الجماعية للعمل وتسويتها وممارسة حق الإضراب.

ويتعلق الأمر بمشاريع المراسيم التنفيذية التي تحدد:

- قائمة قطاعات الأنشطة ومناصب العمل التي تتطلب تنفيذ حد أدنى من الخدمة إجباريا.
- دورية الاجتماعات الإجبارية المتعلقة بدراسة وضعية العلاقات الاجتماعية والمهنية والظروف العامة للعمل داخل المؤسسات والإدارات العمومية.
- مهام الوسطاء في مجال تسوية النزاعات الجماعية للعمل وكذا كفاءات تعيينهم وأتعابهم.
- تشكيلة وكفاءات تعيين أعضاء اللجنة الوطنية واللجنة الولائية للتحكيم في مجال النزاعات الجماعية للعمل وكذا تنظيمهما وسيرهما.
- مهام وتشكيلة وكفاءات تعيين رئيس وأعضاء المجلس المتساوي الأعضاء للوظيفة العمومية في مجال المصالحة في النزاعات الجماعية للعمل وكذا تنظيمه وسيره.

إن إصدار هذه النصوص من شأنه أن يسمح بتنفيذ أحكام القانون رقم 23 - 08 المؤرخ في 21 جوان 2023، الذي يأتي لتعزيز آليات الحوار الاجتماعي على مستوى المؤسسات والإدارات العمومية وداخل المؤسسات الاقتصادية وكذا إدراج تدابير جديدة ترمي إلى تعزيز الطرق الودية لتسوية النزاعات الجماعية للعمل، بما يسمح بإرساء التماسك الاجتماعي الذي يضمن بيئة هادئة ومواتية لتحقيق النمو الاقتصادي للبلاد".

دراسة 5 مشاريع مراسيم تنفيذية تطبيقا لأحكام القانون المتعلق بالوقاية من النزاعات الجماعية للعمل وممارسة حق الإضراب



الجزائر - درست الحكومة خلال اجتماعها الأسبوعي، اليوم الخميس برئاسة الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان، خمسة (5) مشاريع مراسيم تنفيذية تطبيقا لأحكام القانون المتعلق بالوقاية من النزاعات الجماعية للعمل وممارسة حق الإضراب، حسب ما أفاد به بيان لمصالح الوزير الأول.

وأوضح البيان أن وزير العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي "قدم خلال الاجتماع خمسة (5) مشاريع مراسيم تنفيذية تأتي تطبيقا لأحكام القانون رقم 23 - 08 المؤرخ في 21 جوان 2023، والمتعلق بالوقاية من النزاعات الجماعية للعمل وتسويتها وممارسة حق الإضراب".

ويتعلق الأمر بمشاريع المراسيم التنفيذية التي تحدد قائمة قطاعات الأنشطة ومناصب العمل التي تتطلب تنفيذ حد أدنى من الخدمة إجباريا، دورية الاجتماعات الإجبارية المتعلقة بدراسة وضعية العلاقات الاجتماعية والمهنية والظروف العامة للعمل داخل المؤسسات والإدارات العمومية، مهام الوسطاء في مجال تسوية النزاعات الجماعية للعمل وكذا كفاءات تعيينهم وأتعابهم.

كما تخص كذلك تشكيلة وكفاءات تعيين أعضاء اللجنة الوطنية واللجنة الولائية للتحكيم في مجال النزاعات الجماعية للعمل وكذا تنظيمهما وسيرهما و مهام وتشكيلة وكفاءات تعيين رئيس وأعضاء

المجلس المتساوي الأعضاء للوظيفة العمومية في مجال المصالحة في النزاعات الجماعية للعمل وكذا تنظيمه وسيره.

وتمت الإشارة في هذا الشأن إلى أن إصدار هذه النصوص "من شأنه أن يسمح بتنفيذ أحكام القانون رقم 23 - 08 المؤرخ في 21 جوان 2023، الذي يأتي لتعزيز آليات الحوار الاجتماعي على مستوى المؤسسات والإدارات العمومية وداخل المؤسسات الاقتصادية وكذا إدراج تدابير جديدة ترمي إلى تعزيز الطرق الودية لتسوية النزاعات الجماعية للعمل، بما يسمح بإرساء التماسك الاجتماعي الذي يضمن بيئة هادئة ومواتية لتحقيق النمو الاقتصادي للبلاد".



مشروع التمهيدي لقانون مكافحة التزوير واستعمال المزور: مواصلة لتجسيد الالتزام الرئاسي بأخلاق الحياة العامة

الجزائر - يأتي المشروع التمهيدي للقانون المتعلق بمكافحة التزوير واستعمال المزور، الذي درسته الحكومة في اجتماعها اليوم الخميس برئاسة الوزير الأول السيد أيمن بن عبد الرحمان، مواصلة لتجسيد الالتزام الرئاسي المتعلق بأخلاق الحياة العامة، عبر إرساء قواعد المنافسة النزيهة والحفاظ على الثقة العامة، حسب ما أورده بيان لمصالح



الوزير الأول.

وأوضح المصدر ذاته أن "هذا الجهاز القانوني الجديد، يندرج في إطار مواصلة تجسيد الالتزام الرئاسي المتعلق بأخلاق الحياة العامة لاسيما من خلال إرساء قواعد المنافسة النزيهة الحقيقية في شتى المجالات، والحفاظ على الثقة العامة والقضاء على مختلف أشكال التحايل للحصول على الخدمات والمزايا مهما كان نوعها وكذا تكريس الشفافية في المعاملات".

كما يهدف المشروع التمهيدي للقانون المتعلق بمكافحة التزوير واستعمال المزور، الذي تمت المبادرة به تطبيقا لتعليمات رئيس الجمهورية، إلى "التصدي لمثل هذه الجرائم بمختلف أشكالها، لاسيما تزوير المحررات الرسمية والعمومية والتجارية وانتحال هوية الغير والحصول، بغير وجه حق، على امتيازات أو مساعدات أو إعانات عمومية وكذا الاستفادة من إعفاءات مالية أو جبائية وغيرها من المزايا"، وفقا لذات البيان.

نمو كبير لسوق المنتجات البنكية للصيرفة الاسلامية

الجزائر - تعرف سوق منتجات الصيرفة الاسلامية التي تم اطلاقها منذ ثلاث سنوات, نموا كبيرا سيما من خلال الطلب المتزايد و العروض المتنوعة للمنتجات و الخدمات التي تقترحها اثني عشر مؤسسة مصرفية عمومية و خاصة.



و تشير المعطيات الأخيرة لجمعية البنوك و المؤسسات المالية, الى ان الودائع البنكية قدرت "بما يزيد قليلا عن 700 مليار دينار" تم تحصيلها عبر حوالي 600 نقطة

بيع ما بين وكالات مخصصة و نوافذ إسلامية على مستوى الوكالات الكلاسيكية الموزعة على مستوى التراب الوطني.

في هذا الصدد, صرح سفيان مزاري, رئيس لجنة الصيرفة الاسلامية لوأج, ان "ذلك يرفع حصة ودائع الصيرفة الاسلامية في الموارد الاجمالية المحصلة من قبل البنوك المحلية, الى اكثر من 4 ٪ مقابل ما يزيد قليلا عن 1 ٪ منذ خمس سنوات خلت".

و أشار ذات المصدر, الى "الإرادة السياسية الحقيقية في ترقية الصيرفة الإسلامية", مضيفا ان هذه النتائج جد مرضية و مشجعة لجميع البنوك بالنظر الى النمو المسجل في تحصيل الموارد و التمويلات و كذلك تنوع المنتجات البنكية المطابقة للشريعة و التي ما فتئت تتزايد.

و كانت حصيلة سابقة لبنك الجزائر, قد اشارت الى ان ودائع الصيرفة الاسلامية قد سجلت في نهاية شهر أغسطس 2022, ما لا يقل عن 500 مليار دج, و التمويلات 400 مليار دج, في حين بلغ عدد النوافذ الاسلامية على مستوى البنوك 469.

و يقترح حاليا 12 بنكا تلك المنتجات, سيما منذ صدور الاطار المسير لهذه الصيرفة في سنة 2020, و المتمثل في النظام 02-2020 المحدد للعمليات البنكية المتعلقة بالصيرفة الاسلامية و التعليمات 20-03 المعرفة للمنتجات المتعلقة بالصيرفة الاسلامية المحددة للإجراءات و الخصائص التقنية لتنفيذها.

الصكوك, فرصة جديدة للاستثمار

كما ان صدور القانون النقدي و البنكي الجديد في شهر يونيو الأخير قد جاء ليعزز اكثر الاطار القانوني لهذا القطاع, عبر تكريس انشاء البنوك المخصصة حصريا للمنتجات الإسلامية, يضيف السيد مزاري- الذي يرى ان هذا القانون يفتح الطريق كذلك امام شركات وطنية و اجنبية من اجل انشاء مؤسسات بنكية و مالية اسلامية جديدة في الجزائر.

و تابع يقول, انه "بالنظر الى النمو السريع للشبابيك الإسلامية فاعتقد بانه سيسجل قدوم مزيد من الفاعلين الجدد في السوق و بنوك اسلامية اجنبية جديدة, سيما من الشرق الاوسط و قطر و تركيا او حتى من ماليزيا".

و في رده على سؤال حول افاق اطلاق الصكوك كوسيلة للتمويل البديل و اثره على فرع الصيرفة الاسلامية, فقد اكد ممثل جمعية البنوك و المؤسسات المالية, انها ستسمح للبنوك و شركة التامين تكافل بتطوير استثماراتها و استثمار الأموال الفائضة.

كما اكد ان هذه السندات الإسلامية سيما السيادية (التي اطلقتها الخزينة العمومية), من شأنها ان تؤدي في النهاية الى انشاء بنوك اعمال التي "لها اكبر قدرة على اتخاذ هذا النوع من الترتيبات المالية و ادارتها".

و شدد من جانب اخر, على "الإرادة القوية" للمجتمع المصرفي في الاستثمار و تكوين راس المال البشري المخصص لنشاط الصيرفة الإسلامية, مشيرا الى دور الاتصال و التحسيس في اطار مسعى الادمج المالي سيما لفائدة الفئات الواسعة من المجتمع.

و في معرض تطرقه لآفاق القطاع على المدى المتوسط, اكد السيد مزاري خاصة على تطوير سوق البورصة و الأهمية التي يوليها مختلف الفاعلين في السوق, للمساهمة في تمويل الهياكل العمومية و المؤسسات المنتجة.



سكنات الترقوي العمومي: إمكانية تحويل القروض الكلاسيكية لدى القرض الشعبي الجزائري إلى الصيرفة الإسلامية

الجزائر - أصبح، اعتبارا من مطلع سبتمبر الجاري، بإمكان زبائن القرض الشعبي الجزائري الذين تحصلوا على قروض كلاسيكية لاقتناء سكنات الترقوي العمومي (ال.بي.بي) من تحويل هذه التمويلات للصيغة الإسلامية المعروفة ب"الإجارة المنتهية بالتمليك"، حسب ما أعلن عنه السيد سفيان مزاري، رئيس قسم الصيرفة الإسلامية بهذا البنك العمومي.

ويأتي تفعيل آلية تمويل سكنات الترقوي العمومي بصيغة الصيرفة الإسلامية من طرف القرض الشعبي الجزائري، تنفيذا للاتفاقية المبرمة بهذا الخصوص بين البنك والمؤسسة الوطنية للترقية العقارية في 2021، حسب ما أوضحه السيد مزاري في تصريح لوأج.

وكان المستفيدون من سكنات الترقوي العمومي الراغبون في الحصول على قرض لتمويل شراء مساكنهم عن طريق الصيرفة الإسلامية قد وقعوا على التزام من طرفهم يقضي بتحويل التمويل من الصيغة الكلاسيكية إلى صيغ مطابقة للشريعة، في انتظار دخول هذه الأخيرة حيز التنفيذ فعليا.

وأضحى بإمكان زبائن البنك الموقعين على هذا الالتزام تحقيق ذلك، كما سيسمح للمستفيدين غير الموقعين على الالتزام من التحول إلى القروض المطابقة للشريعة الإسلامية وفقا لشروط، حسب نفس المسؤول.

ارتفاع ودائع الصيرفة الإسلامية لدى البنك ب120 بالمئة نهاية أغسطس على أساس سنوي

وكشف السيد مزارى أن القرض الشعبي الجزائري سجل ارتفاعا معتبرا في الودائع في إطار نشاط الصيرفة الإسلامية، حيث قدرت بنحو 30.7 مليار دج إلى غاية نهاية اغسطس الفارط، أي بنسبة تراوح 120 بالمائة على أساس سنوي.

ويشهد البنك السنة الجارية تحصيل "موارد معتبرة حيث سجل نسبة نمو في الودائع، سواء من خلال حسابات الادخار او حسابات الصكوك، تفوق ال100 بالمائة و هذا أمر مهم جدا"، يضيف المسؤول، لافتا الى أن قيمة الودائع المسجلة بنهاية أغسطس من العام الفارط قدرت ب 14.01 مليار دج.

وعلى أساس شهري تعرف الودائع في اطار الصيرفة الإسلامية بذات المؤسسة البنكية نسبة نمو تتراوح بين 7 و 8 بالمائة وفق البيانات الاخيرة للبنك العمومي الذي يسجل في الوقت الحالي -و بعد حوالي سنتين ونصف من اطلاق خدماته المالية الإسلامية- 28 منتوجا منها 7 منتجات بنكية خاصة بالادخار و21 منتوجا تمويليا موجها للأفراد و للمهنيين والمؤسسات على حد سواء.

كما تضاعف عدد الحسابات المفتوحة على مستوى الشبابيك ال100 المخصصة للصيرفة الإسلامية منتقلا من نحو 21500 حساب في اغسطس 2022 الى 42300 حساب بنهاية الشهر ذاته من العام الجاري.

وأفاد أنه تم تسطير برنامج لاستحداث نحو 10 وكالات خاصة بالصيرفة الإسلامية منها 5 وكالات سيتم استلامها قبل نهاية العام الجاري، بهدف تعزيز التقارب مع الزبائن مع تحسين التكفل بهم بالنظر الى "الطلب الكبير جدا المسجل على المنتجات البنكية الإسلامية".

وأضاف السيد مزارى أن المنتج الأكثر طلبا على مستوى البنك هو قرض "المرابحة تجهيز" الذي يسمح للزبائن باقتناء الاثاث و التجهيزات الكهرومنزلية المنتجة محليا.

توقف تقني للرئيس الفنزويلي نيكولاس مادورو بالجزائر العاصمة

الجزائر - أجرى الرئيس
الفنزويلي، نيكولاس مادورو
موروس، مساء الخميس،
توقفا تقنيا بالجزائر العاصمة.

وكان في استقبال الرئيس
الفنزويلي لدى وصوله الى
مطار هواري بومدين الدولي،
الوزير الأول السيد أيمن بن
عبد الرحمان.



وحل الرئيس مادورو بالجزائر العاصمة قادما من الصين اين قام بزيارة دولة بدعوة من نظيره الصيني شي جين بينغ.



تنصيب عبد الحفيظ بخوش مديرا عاما للجمارك

جانب من التنصيب
أشرف وير المالية لعزیز فايد،
الخميس على مراسم التنصيب
الرسمية لعبد الحفيظ بخوش
بصفته مديرا عاما للجمارك
الجزائرية خلفا لنور الدين خالدي.

ويوم الثلاثاء 12 سبتمبر الجاري
عين رئيس الجمهورية، عبد المجيد
تبون، عبد الحفيظ بخوش مديرا



عاما للجمارك الجزائرية خلفا لنور الدين خالدي الذي أنهيت مهامه.

التحضير لتنقل وفد جزائري إلى دكاكارت لتدشين فرع السنغال

إجراءات جديدة تخص البنوك الجزائرية بالخارج



تحضّر وزارة المالية لتدشين ثاني بنك جزائري في إفريقيا شهر سبتمبر الجاري، بعد بنك موريتانيا، والذي سيكون بدكاكارت عاصمة السنغال، تحت تسمية "البنك الجزائري بالسنغال".

وسيتم التدشين بتشارك 4 بنوك وطنية وهي البنك الخارجي الجزائري والبنك الوطني الجزائري وبنك الفلاحة والتنمية الريفية والقرض الشعبي الجزائري، في حين يعادل رأسمال هذا البنك 100 مليون دولار.

بنك التنمية المحلية يوقّع عقدا جديدا تمهيدا لفتح رأسماله

وذكرت مصادر مطلعة لـ "الشرق"، أن وزير المالية، لعزیز فايد، سينتقل رفقة وفد يضم مديري البنوك المعنية إلى دكاكارت قبل نهاية الشهر الجاري للتدشين الرسمي لهذا البنك، الذي يستهدف جذب رؤوس الأموال والاستثمارات الجزائرية وتمركزها بالعاصمة السنغالية دكاكارت، وأيضا تشجيع رجال الأعمال الجزائريين على التصدير ونقل أموالهم بطريقة شرعية من وإلى الجزائر.

وتندرج هذه الخطوة في إطار تنفيذ تعليمات رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، القاضية بفتح بنوك جزائرية في الخارج قبل نهاية السنة، حيث ستكون الخطوة الثالثة تدشين بنك الجزائر الخارجي بفرنسا

تحت تسمية “بي أو أنترناشيونال”، برأسمال يعادل 150 مليون أورو، في حين كانت الخطوة الأولى تدشين بنك الاتحاد الجزائري بنواكشوط بقيمة 100 مليون دولار.

وبالموازاة مع ذلك، تسابق البنوك المعنية بعملية فتح رأسمالها أمام الخواص الزمن لاستكمال إجراءات فتح الأسهم، والتي يرتقب أن تعادل نسبتها 20 بالمائة، حيث باشر بنك التنمية المحلية “بي. دي. آل” خطوات ملموسة الأسبوع الماضي عبر توقيع عقد دعم مع مركز تقنيات الإعلام والاتصال “سيتيك”، وينتظر مباشرة خطوات جديدة للشروع في انتقاء شركاء من القطاع الخاص قبل نهاية السنة.

وستمس عملية فتح الأسهم كلا من بنك التنمية المحلية والقرض الشعبي الجزائري، بعد الفصل في الحصيلة المالية للبنكين وكيفيات فتح رأسماله، والتي لن تكون خوصصة كلية ولن تتجاوز الـ20 بالمائة من رأس المال.

وتعول السلطات على تعزيز تواجد البنوك الجزائرية بالخارج خاصة البنك الخارجي الجزائري الممول لثلث الاقتصاد الوطني والمتخصص، بالدرجة الأولى، في المحروقات وأيضا البنك الوطني الجزائري الذي حقق توسعا كبيرا عبر الوكالات وحتى من خلال نشاط الصيرفة الإسلامية منذ سنة 2020، حيث تمكنت هاتين المؤسستين الماليتين من إحراز نتائج ملحوظة خلال السنوات الأخيرة وحتى دخول قائمة أحسن البنوك الإفريقية السنة الماضية بالمركزين الحادي عشر والثاني عشر إفريقيا.

وتشهد البنوك حركية كبرى خلال الأشهر الأخيرة، تنفيذا لتعليمات رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، الذي يلح على ضرورة تقديم خدمات على أعلى مستوى للمواطن وحتى المتعامل الاقتصادي للتمكّن من جذب استثمارات جديدة، وحتى استرجاع الأموال المتواجدة في السوق السوداء، في إطار تحقيق ما يصطلح على تسميته بالشمول المالي، ناهيك عن زيادة حركية الاقتصاد الوطني، ومواكبة القانون النقدي والمصرفي الجديد الصادر في الجريدة الرسمية لشهر جوان المنصرم، والذي تتواجد نصوصه التطبيقية اليوم على طاولة الأمانة العامة للحكومة.



العمرة والسيارات ترفعان اليورو إلى 23 ألف دينار

سماصرة “الدوفيز” يلهبون “بورصة السكوار”

التهب سعر الأورو والدولار في السوق السوداء، وبلغ مستويات قياسية غير مسبوقة، وهي 23000 دينار جزائري لـ100 أورو، فيما عرف سعر العملة الخضراء ارتفاعا في السوق الموازية، حيث وصل سعر 1 دولار إلى 214 دج عند البيع.

فوجئ قاصدو سوق بورسعيد “السكوار” بالعاصمة وأماكن صرف العملة الصعبة في عدد من ولايات الوطن، الجمعة 15 سبتمبر الجاري، بارتفاع سعر **الأورو** الذي لم يتجاوز، قبل أسبوع، حدود الـ22700 دينار مقابل 100 أورو، ليقفز إلى 23000 دينار جزائري.

ويتوقع الصرافون أن يستمر هذا الارتفاع ويعرف وتيرة متزايدة، بسبب عودة موسم العمرة، وتحديدًا عمرة المولد النبوي الشريف نهاية شهر سبتمبر الجاري، ويتوافد الراغبون في التوجه إلى بيت الله الحرام خلال هذه الأيام منذ ساعات باكراً على سوق “السكوار” بالعاصمة، وبقية نقاط بيع العملة الصعبة بالولايات، لاقتناء **الأورو** والدولار والريال السعودي، إذ يقتني المعتمر الواحد ما لا يقل عن 500 دولار، وهو ما رفع حجم الطلب على العملة الصعبة، مقارنة بقلّة العرض خلال الساعات الأخيرة، الأمر الذي أسهم في رفع الأسعار في ظرف قياسي.

وإلى جانب العمرة، فإن تأجيل عدد كبير من الجزائريين لعطلتهم الصيفية إلى شهر سبتمبر واقتنائهم كمية كبيرة من العملة للتنقل إلى الخارج، مع عودة المهاجرين إلى بلد إقامتهم وبالتالي، توقف تدفق العملة الصعبة نحو السوق السوداء مقارنة بفترة الصيف، أسهم أيضاً في التهاب سوق العملة الصعبة، ناهيك عن زيادة إقبال المواطنين على اقتناء السيارات الأقل من 3 سنوات من الخارج، والتي يتم تمويلها من السوق السوداء.

وبالمقابل، اعترف عدد من “تجار” العملة الصعبة في السوق السوداء، بارتفاع الطلب عليها خلال الفترة الأخيرة، وأرجعها معظمهم إلى إمكانيات اكتناز العملة الأوروبية الموحدة “الأورو” والدولار، قصد إتمام صفقات خاصة باستيراد السيارات المستعملة الأقل من ثلاث سنوات، فيما يسعى عدد من المواطنين إلى اقتناء العملة، متوقعين أن يرتفع سعر صرف “الدوفيز” خلال الأشهر المقبلة، وبالتالي، إعادة طرحه للبيع والاستفادة من فارق السعر.

البلاد

تنفيذ إجراءات إسقاط حق الامتياز من المستثمرين غير الجادين

تفعيلا لسياسة الصرامة وربط المسؤولية بالمحاسبة

خ/ رياض-فرض ، ولاية الوطن ، تقليدا إداريا جديدا ، في المدة الأخيرة ، من شأنه التصدي للإستثمارات الوهمية ، يرتكز على إسقاط حق الإمتياز في حق مستثمرين غير فاعلين



في الحياة التنموية وشطب اسماؤهم من البطاقة الوطنية للمستثمرين ، وذلك تنفيذا لمخطط الحكومة الرامي لاسترجاع العقار غير المستغل بكافة أنواعه، من أجل تطهير هذا الملف ووضع حد لظاهرة المضاربة، التي تفاقمت على حساب الإستثمار الحقيقي الذي تنشده الدولة الجزائرية، لجذب رؤوس الأموال ودعم الإقتصاد المحلي والوطني، وامتصاص مئات الآلاف من البطالين.

وقرر في هذا الصدد ، الوالي الجديد لولاية مستغانم ، أحمد بودوح ، اعتماد مقاربة جديدة في منح العقار العمومي في ذات الولاية الساحلية ، تقوم على المتابعة والمراقبة في منح عقارات الدولة ، وتنفيذا لهذه الإجراءات ، كشف بيان ولاية مستغانم ، عن فسخ عقد شركة خاصة عهد إليها تهيئة منطقة النشاطات بلدية الحسيان ، بسبب إخلالها بالالتزامات التعاقدية في تسليم مشروع تهيئة أشغال منطقة تتربع على مساحة 14 هكتارا منذ سنة 2016.

وأبدى بودوح إستغرابه حيال هذا التأخر غير المبرر في تفعيل إستثمارات مسجلة على الورق فقط ، دون قيام السلطات المحلية في اتخاذ إجراءات قانونية في حق الشركة التي استلمت وثيقة بدء الأشغال منذ 7 سنوات دون أن تنجز المشروع ذاته ، كما قرر في إجتماع عمل عقده مساء الخميس ، بحضور مسؤولي السلك التنفيذي ورؤساء الدوائر ، بانتهاء التعاقد مع خمسة مستثمرين غير جادين لتأخرهم في تنفيذ مشاريعهم على أرض الواقع ، معلنا عن إسقاط حق الإمتياز بحقهم ومباشرة إجراءات وضعهم ضمن البطاقة السوداء للمستثمرين غير الفاعلين.

وبحسب ما أفاد به بيان الولاية ، فإنه تقرر أيضا في سياق تطهير العقار الموجه للإستثمار ، توجيه 5 اعدارات لمستثمرين آخرين لم تنطلق مشاريعهم منذ سنة 2020 بمنطقة النشاطات " بعايزية لعوج" في بلدية الحسيان ، مع منح آجال محددة لدفعهم على الإنطلاق في الأشغال قبل الفاتح أكتوبر القادم أو المرور إلى إجراءات قانونية ، تحت طائلة إسقاط حق الإمتياز.

و تفاجأ الوالي بودوح بعلمه أن هناك شركة واحدة فقط تشتغل على مساحة 2,5 هكتار ، بينما تبقى العديد من الشركات تستغل العقار دون إحالة مشاريعها إلى واقع حقيقي ، موجها تعليمات هامة إلى مصالحه خلال جلسة الأعمال بالعمل الجاد ضمن هذه المقاربة الجديدة بتطهير العقار الصناعي من الممارسات الطفيلة ، تجسيديا لتعليمات وزارة الداخلية و الجماعات المحلية ، التي تحت الولاة بتسوية الوضعية القانونية لكل الأملاك التي لا تتوفر على سند قانوني للملكية، مع إجراء إحصاء للأوعية العقارية غير المستغلة وإعادة توزيعها على من يساهم في دفع الحركة الإقتصادية.

في سياق ذي صلة بموضوع استرجاع أوعية عقارية، وإسقاط عقود الامتياز الممنوحة لرجال أعمال في وقت سابق ، تم إلغاء أزيد من 22 عقد امتياز في ولاية المسيلة ، حسبما أكدته الصفحة الرسمية لذات الولاية ، ويمكن ذلك من استرجاع 120 هكتارا من العقار الصناعي بمنطقتي نشاطات جباحية و سيدي عيسى.

وجاء هذا القرار المتعلق بإلغاء هذه العقود لعدم احترام المستثمرين لدفاتر الشروط المتفق عليها، وتأخرهم في الانطلاق في إنجاز المشاريع الصناعية. ومكنت هذه العملية من استرجاع وعاء عقاري قدره 120 هكتارا، سيتم وضعه تحت تصرف المستثمرين الجادين والراغبين في إنجاز مشاريع مماثلة ، تسهم في خلق الثروة وتوفير اليد العاملة. ودفعت الحرب المستمرة على " الإستثمارات الوهمية" والي سيدي بلعباس سمير شيباني باتخاذ قرارات عاجلة بتاريخ 11 سبتمبر الجاري ، باعلانه عن سحب 5 مشاريع دفعة واحدة من مرقين عقاريين و استعادة عقارات الدولة منهم ، لتأخرهم في إنطلاق أشغال إنجاز 350 وحدة سكنية ، ينتظرها اصحابها منذ سنة 2021.

وبدا لافتا من خلال تنفيذ هذا التقليد الجديد في إسقاط حق الإمتياز من أشباه المستثمرين ، تجديد الدولة ، التأكيد على ربط المسؤولية بالمحاسبة ومنح " الملك العام" لمن يستحقه، في إشارة دالة ، على أن محاربة " الإستثمارات الوهمية" ستمضي إلى أبعد الحدود.



أسعار النفط تنتعش

ارتفعت أسعار النفط، إلى أعلى مستوى لها في 10 أشهر اليوم الجمعة، بعد أن خفضت الصين متطلبات الاحتياطي النقدي للبنوك لتعزيز انتعاشها الاقتصادي، ووسط توقعات بقرب انتهاء دورة رفع أسعار الفائدة عالميا.

وارتفع خام برنت 46 سنتا بما يعادل 0.5 بالمئة إلى 94.16 دولاراً للبرميل، في حين زاد خام غرب تكساس الوسيط الأمريكي 0.6 بالمئة إلى 90.74 دولاراً. وهذا أعلى مستوى تداول للخامين القياسيين منذ نوفمبر.

في الوقت الذي أدت المخاوف المستمرة بشأن العرض، وتوقعات بإبقاء البنك المركزي الأمريكي أسعار الفائدة دون تغيير، إلى وضع أسعار النفط على الطريق الصحيح لتغلق مرتفعة للأسبوع الثالث على التوالي.

إذ يؤدي ارتفاع أسعار الفائدة إلى زيادة تكاليف الاقتراض للشركات والمستهلكين، مما قد يبطئ النمو الاقتصادي ويقلل الطلب على النفط.

هذا وقالت وكالة الطاقة الدولية هذا الأسبوع إنها تتوقع أن يؤدي تمديد السعودية وروسيا تخفيضات إنتاج النفط إلى عجز في السوق خلال الربع الرابع.

فايد يكشف أهم تحديات الجهاز في المرحلة المقبلة

هذا ما ينتظر الوافد الجديد على رأس الجمارك

أشرف وزير المالية، لعزيز فايد، أول أمس الخميس، بالجزائر العاصمة، على تنصيب عبد الحفيظ بخوش مديرا عاما للجمارك الجزائرية، خلفا لنور الدين خالدي. وفي كلمة له ألقاها خلال مراسم التنصيب، التي جرت بمقر المديرية العامة للجمارك، بحضور الاطارات المسيرة للجهاز، شدد فايد على ضرورة مواصلة وتسريع وتيرة إنجاز مختلف المشاريع التحديثية لسلك الجمارك، خاصة تلك المتعلقة بالرقمنة والنظام المعلوماتي كونهما أداة لا يستغنى عنها لتأمين التعاملات التجارية وحماية الاقتصاد الوطني كما اكد على وجوب الالتزام بأخلاقيات المهنة لضمان السير الحسن وإعطاء الصورة المثالية عن هذا الجهاز الذي اصبح مدعوا إلى مضاعفة الجهود للتكفل بكل المهام الموكلة إليه والتي تتمحور حول جوانب حساسة تمس حماية الاقتصاد الوطني والوقاية ومحاربة كل الأنشطة غير الشرعية عبر مختلف المنافذ الحدودية .

وبهذه المناسبة، شكر وزير المالية خالدي على كل الجهود المبذولة خلال عهده على رأس جهاز الجمارك، مهنئا في الوقت ذاته بخوش على تعيينه، متمنيا له كل التوفيق في مهامه الجديدة، ومشيرا الى الثقة الملقاة على عاتقه نظرا للأهمية البالغة التي يكتسيها هذا القطاع.

بدوره، أكد بخوش أنه سيقوم كإجراء اولي، بتقييم موضوعي لما تم انجازه في السنوات القليلة الماضية، مع الحرص على تلمين الايجابيات وتعزيزها وحصر السلبيات وايجاد الحلول اللازمة لها فضلا عن وضع تحديات يتم رفعها خلال السنوات القادمة. ويتم ذلك، يضيف، من خلال التفاني والعمل بجد، مع ضبط السلوكيات غير السوية على غرار الفساد المادي والمعنوي.

تنصيب بخوش على رأس المديرية العامة للجمارك

أشرف وزير المالية السيد لعزیز فايد يوم الخميس بالجزائر العاصمة على تنصيب السيد عبد الحفيظ بخوش مديرا عاما للجمارك الجزائرية خلفا للسيد نور الدين خالدي. وفي كلمة له ألقاها خلال مراسم التنصيب التي جرت بمقر المديرية العامة للجمارك بحضور الاطارات المسيرة للجهاز شدد السيد فايد على ضرورة مواصلة وتسريع وتيرة إنجاز مختلف المشاريع التحديثية لسلك الجمارك خاصة تلك المتعلقة بالرقمنة والنظام المعلوماتي كونهما أداة لا يستغنى عنها لتأمين التعاملات التجارية وحماية الاقتصاد الوطني .

كما اكد على وجوب الالتزام بأخلاقيات المهنة لضمان السير الحسن وإعطاء الصورة المثالية عن هذا الجهاز الذي اصبح مدعوا إلى مضاعفة الجهود للتكفل بكل المهام الموكلة إليه والتي تتمحور حول جوانب حساسة تمس حماية الاقتصاد الوطني والوقاية ومحاربة كل الأنشطة غير الشرعية عبر مختلف المنافذ الحدودية .

وبهذه المناسبة شكر وزير المالية السيد خالدي على كل الجهود المبذولة خلال عهده على رأس جهاز الجمارك مهنئا في الوقت ذاته السيد بخوش على تعيينه متمنيا له كل التوفيق في مهامه الجديدة ومشيرا إلى الثقة الملقاة على عاتقه نظرا للأهمية البالغة التي يكتسيها هذا القطاع. بدوره أكد السيد بخوش أنه سيقوم كإجراء اولي بتقييم موضوعي لما تم انجازه في السنوات القليلة الماضية مع الحرص على تثمين الايجابيات وتعزيزها وحصر السلبيات وايجاد الحلول اللازمة لها فضلا عن وضع تحديات يتم رفعها خلال السنوات القادمة .ويتم ذلك يضيف من خلال التفاني والعمل بجد مع ضبط السلوكيات غير السوية على غرار الفساد المادي والمعنوي .

الجمهورية

مالية: تنصيب السيد عبد الحفيظ بخوش على رأس المديرية العامة للجمارك

أشرف وزير المالية، السيد لعزیز فايد، اليوم الخميس، بالجزائر العاصمة، على تنصيب السيد عبد الحفيظ بخوش مديرا عاما للجمارك الجزائرية، خلفا للسيد نور الدين خالدي. وفي كلمة له ألقاها خلال مراسم التنصيب، التي جرت بمقر المديرية العامة



للجمارك، بحضور الاطارات المسيرة للجهاز، شدد السيد فايد على "ضرورة مواصلة وتسريع وتيرة إنجاز مختلف المشاريع التحديثية لسلك الجمارك، خاصة تلك المتعلقة بالرقمنة والنظام المعلوماتي كونهما أداة لا يستغنى عنها لتأمين التعاملات التجارية وحماية الاقتصاد الوطني". كما أكد على "وجوب الالتزام بأخلاقيات المهنة لضمان السير الحسن وإعطاء الصورة المثالية عن هذا الجهاز الذي أصبح مدعوا إلى مضاعفة الجهود للتكفل بكل المهام الموكلة إليه والتي تتمحور حول جوانب حساسة تمس حماية الاقتصاد الوطني والوقاية ومحاربة كل الأنشطة غير الشرعية عبر مختلف المنافذ الحدودية".

وبهذه المناسبة، شكر وزير المالية السيد خالدي على كل الجهود المبذولة خلال عهده على رأس جهاز الجمارك، مهنئاً في الوقت ذاته السيد بخوش على تعيينه، متمنياً له كل التوفيق في مهامه الجديدة، ومشيراً إلى الثقة الملقاة على عاتقه نظراً للأهمية البالغة التي يكتسبها هذا القطاع.

بدوره، أكد السيد بخوش أنه سيقوم "كإجراء أولي، بتقييم موضوعي لما تم إنجازه في السنوات القليلة الماضية، مع الحرص على تبيين الإيجابيات وتعزيزها وحصر السلبيات وإيجاد الحلول اللازمة لها فضلاً عن وضع تحديات يتم رفعها خلال السنوات القادمة". ويتم ذلك، يضيف، من خلال "التفاني والعمل بجد، مع ضبط السلوكيات غير السوية على غرار الفساد المادي والمعنوي".



نصب عبد الحفيظ بخوش على رأس المديرية العامة للجمارك.. فايد:

التعجيل بتحديث النظام المعلوماتي لحماية الاقتصاد الوطني

*** الالتزام بأخلاقيات المهنة لإعطاء الصورة المثالية عن الجهاز**

*** محاربة الأنشطة غير الشرعية بمختلف المنافذ الحدودية**

*** بخوش: الحرص على ضبط السلوكيات غير السوية ومحاربة الفساد**

أشرف وزير المالية لعزیز فايد، أول أمس، بالجزائر العاصمة، على تنصيب عبد الحفيظ بخوش مديراً عاماً للجمارك الجزائرية، خلفاً لنور الدين خالدي.



في كلمة ألقاها خلال مراسم التنصيب، التي جرت بمقر المديرية العامة للجمارك، بحضور الإطارات المسيرة للجهاز، شدد فايد على "ضرورة مواصلة وتسريع وتيرة إنجاز مختلف المشاريع التحديثية لسلك الجمارك، خاصة

تلك المتعلقة بالرقمنة والنظام المعلوماتي كونهما أداة لا يستغنى عنها لتأمين التعاملات التجارية وحماية الاقتصاد الوطني".

كما أكد على "وجوب الالتزام بأخلاقيات المهنة لضمان السير الحسن وإعطاء الصورة المثالية عن هذا الجهاز، الذي أصبح مدعوا إلى مضاعفة الجهود للتكفل بكل المهام الموكلة إليه والتي تتمحور حول جوانب حساسة تمس حماية الاقتصاد الوطني والوقاية ومكافحة كل الأنشطة غير الشرعية عبر مختلف المنافذ الحدودية". وبالمناسبة، شكر وزير المالية السيد خالدي على كل الجهود المبذولة خلال عهده على رأس جهاز الجمارك، مهنئاً في الوقت ذاته السيد بخوش على تعيينه، متمنيا له كل التوفيق في مهامه الجديدة، ومشيراً إلى الثقة الملقاة على عاتقه نظراً للأهمية البالغة التي يكتسبها هذا القطاع.

بدوره، أكد السيد بخوش أنه سيقوم "كإجراء أولي، بتقييم موضوعي لما تم إنجازه في السنوات القليلة الماضية، مع الحرص على تلمين الإيجابيات وتعزيزها وحصر السلبيات وإيجاد الحلول اللازمة لها فضلاً عن وضع تحديات يتم رفعها خلال السنوات القادمة".

ويتم ذلك، يضيف المتحدث، من خلال "التفاني والعمل بجد، مع ضبط السلوكيات غير السوية على غرار الفساد المادي والمعنوي".



7 آلاف دينار للمعوزين و12 ألف دينار للمعاقين

رفع منحة التضامن بأثر رجعي من ماي 2023

زيادات تصل إلى 100٪ في المنحة الجزافية

*قراءة مليون شخص معينون بالزيادات الجديدة

تعززت المكاسب الاجتماعية في الجزائر، بصدور قرار وزاري مشترك يتضمن رفع مبلغ التعويض عن المشاركة في النشاطات ذات المنفعة العامة والمنحة الجزافية للتضامن، إذ من المنتظر أن يتم صرفها بأثر رجعي بداية من شهر ماي 2023، في إطار تجسيد التزامات رئيس الجمهورية،



الرامية إلى صون كرامة الجزائريين وحماية كل فئات المجتمع.

تقرر بصفة رسمية رفع منح المعاقين بنسبة 100 بالمائة، وأصحاب المنحة الجزافية للتضامن والمستفيدين من تعويض المشاركة في النشاطات ذات المنفعة العامة، حسبما تضمنه العدد الأخير من الجريدة الرسمية، حيث تم رفع المنحة إلى 12 ألف دينار لذوي الإعاقة.

وبموجب هذا التعديل تصبح منحة التضامن الوطني 7000 دينار لمن كان يتقاضى 3000 دينار، حيث سيسري الأثر المالي ابتداء من تاريخ 1 ماي 2023، لتكون الزيادات تجسيدا فعليا للالتزام الوطني لرئيس الجمهورية، بحماية الفئات الهشة، حيث تشمل المراجعة قرابة مليون مستفيد.

وتم في إطار السياسة المنتهجة من قبل الجزائر لحماية وترقية حقوق الأشخاص ذوي الإعاقة، إقرار العديد من التدابير من أجل ضمان إدماجهم الاجتماعي والمهني، حيث تسعى الدولة إلى إشراك هذه الفئات في صياغة ملامح السياسة المعتمدة لفائدتهم، وتمكينهم من الانتقال من ذهنية الاتكالية إلى منطلق الاستقلالية والمشاركة والإبداع في مجال التنمية الاقتصادية والاجتماعية.

كما تأتي هذه المكاسب تكريسا لعمل الدولة من أجل تجسيد بناء الجزائر الجديدة، من خلال التكفل بانشغالات المواطنين وتحقيق العدالة الاجتماعية تعزيزا للجبهة الداخلية، عبر تقليص الفوارق عبر أرجاء الوطن وتوفير مستلزمات الحياة الكريمة للفرد الجزائري، وهي تدخل في مجملها في إطار التزامات رئيس الجمهورية، القاضية بصون كرامة المواطن.

ويترجم هذا التوجه أيضا العناية الخاصة التي يوليها الرئيس تبون، لتجسيد الطابع الاجتماعي للدولة على أرض الواقع، حيث أكد في عدة مناسبات أن حماية القدرة الشرائية والحفاظ على مناصب الشغل والرعاية الاجتماعية، ستبقى من بين الأولويات التي توليها الجزائر الجديدة اهتماما خاصا، من خلال العمل على رصد ما أمكن من موارد مالية لها، لا سيما لصالح الطبقة المتوسطة وذوي الدخل المحدود والفئات الهشة.

وشدد رئيس الجمهورية، أكثر من مرة على ضرورة الدعم المستمر للفئات الضعيفة اجتماعيا، وذلك بمراعاة قيمة العمل ودفع عجلة الإنتاج كمرجعين أساسيين لرفع الرواتب، وأمر برفع الحد الأدنى لمنح التقاعد إلى 15 ألف دينار لمن كان يتقاضى أقل من 10 آلاف دينار، وإلى 20 ألف دينار لمن كان يتقاضى 15 ألف دينار، لينسجم بذلك مع الحد الأدنى للأجور الذي عرف بدوره زيادة من 18 ألفا إلى 20 ألف دينار منذ سنة 2021.

وخلال آخر لقاء دوري مع الصحافة الوطنية أكد رئيس الجمهورية، بأن الزيادات المعلن عنها في الأجور، إضافة إلى رفع منح التقاعد والتخفيض في الضرائب على الدخل، تصب كلها في خانة تحسين القدرة الشرائية للمواطن الجزائري، معلنا عن استمرار الدولة في إقرار زيادات في الأجور خلال السنة المقبلة، مع الإشارة إلى أنه لم يسجل في الجزائر أي رفع للأجور منذ نحو 10 سنوات إلى 15 سنة، والرفع التدريجي للأجور حاليا سينعكس بالتأكيد على مستوى معيشة المواطن، مؤكدا في نفس السياق أن الدولة تخوض معركة حقيقية لحماية القدرة الشرائية للمواطن من خلال مكافحة كل أشكال المضاربة ومحاربة الفساد بكل مظاهره.

مرسوم رئاسي يحدد مهام المحافظة السامية الجديدة

الاستراتيجية الوطنية للرقمنة تحت المجهر

أسندت للمحافظة السامية للرقمنة، المستحدثة بموجب مرسوم رئاسي صدر في العدد الأخير من الجريدة الرسمية (59) ، مهمة تصميم الاستراتيجية الوطنية للرقمنة، بالتشاور مع القطاعات المعنية والمؤسسات والقطاع الاقتصادي والمجتمع المدني.

يتعلق الأمر بالمرسوم الرئاسي 23-314 المتضمن إنشاء المحافظة السامية للرقمنة وتحديد مهامها وتنظيمها وسيورها، حيث ينص هذا المرسوم على أن المحافظة، باعتبارها مؤسسة عمومية ذات طابع خاص موضوعة تحت وصاية رئاسة الجمهورية وتتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي، تكلف بضمان متابعة الاستراتيجية الوطنية للرقمنة وتنفيذها.

في هذا الإطار، تم إسناد عدد من المهام لهذه المؤسسة العمومية، منها السهر على توافق مخططات القطاعات المعنية في مجال الرقمنة مع الاستراتيجية الوطنية للرقمنة وتقييم إنجازات كل قطاع واقتراح التصحيحات اللازمة وفق مؤشرات الأداء ذات الصلة بالرقمنة وضمان توافق الاستراتيجية الوطنية للرقمنة مع متطلبات أمن الأنظمة المعلوماتية بالتنسيق مع الجهات المختصة.

كما تضطلع المحافظة بتحديد المشاريع ذات الأولوية والاستثمارات الاستراتيجية وكيفيات تعبئة المورد البشري وأدوات التمويل الخاصة بها واقتراح الأدوات التنظيمية والقانونية و/أو أي حل تقني لضمان الفعالية والتحسين المستمر لمحاور التحول الرقمي واقتراح كل تدبير من شأنه تعزيز السيادة الرقمية وتطوير المنتج الوطني.

ويتعلق الأمر أيضا بقيادة المشاريع الاستراتيجية المشتركة ما بين القطاعات وكذا المشاريع المبادر بها بناء على توجيهات رئيس الجمهورية وكذا فحص البرامج القطاعية في مجال الرقمنة، مع تقييم كيفية تنفيذها وفق المرسوم الذي حدد أيضا تنظيم وسير هذه الهيئة التي يديرها محافظ سام يعين بمرسوم رئاسي. وتزود المحافظة السامية للرقمنة بمجلس توجيه ولجنة علمية وتقنية.

وحسب المرسوم الرئاسي، يترأس مجلس التوجيه للمحافظة مدير ديوان رئاسة الجمهورية ويضم في عضويته الوزراء المكلفين بالداخلية والجماعات المحلية، العدل حافظ الأختام، المالية، التعليم العالي والبحث العلمي، المواصلات السلوكية واللاسلكية، الرقمنة والوزير المكلف باقتصاد المعرفة والمؤسسات الناشئة والمؤسسات المصغرة وكذا الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني.

يشار إلى أن نفس العدد من الجريدة الرسمية تضمن المرسومين الرئاسيين اللذين تم بموجبهما إنهاء مهام السيدة مريم بن مولود كوزيرة الرقمنة والاحصائيات وتعيينها محافظة سامية للرقمنة برتبة وزير.

بإشراف وزير المالية لعزیز فايد

تنصيب بخوش على رأس المديرية العامة للجمارك

تعيينه، متمنيا له كل التوفيق في مهامه الجديدة، ومشييرا الى الثقة الملقاة على عاتقه نظرا للأهمية البالغة التي يكتسبها هذا القطاع. بدوره، أكد بخوش أنه سيقوم «كإجراء أولي، بتقييم موضوعي لما تم انجازه في السنوات القليلة الماضية، مع الحرص على تشمين الايجابيات وتعزيزها وحصر السلبيات وإيجاد الحلول اللازمة لها فضلا عن وضع تحديات يتم رفعها خلال السنوات القادمة». ويتم ذلك، يضيف، من خلال «التفاني والعمل بجد، مع ضبط السلوكيات غير السوية على غرار الفساد المادي والمعنوي».

الاقتصاد الوطني». كما أكد «وجوب الالتزام بأخلاقيات المهنة لضمان السير الحسن وإعطاء الصورة المثالية عن هذا الجهاز الذي أصبح مدعوا إلى مضاعفة الجهود للتكفل بكل المهام الموكلة إليه والتي تتمحور حول جوانب حساسة تمس حماية الاقتصاد الوطني والوقاية ومحاربة كل الأنشطة غير الشرعية عبر مختلف المنافذ الحدودية». وبهذه المناسبة، شكر وزير المالية خالد علي كل الجهود المبذولة خلال عهده على رأس جهاز الجمارك، مهنئا في الوقت ذاته بخوش على

أشرف وزير المالية لعزیز فايد الخميس، بالجزائر العاصمة، على تنصيب عبد الحفيظ بخوش مديرا عاما للجمارك الجزائرية، خلفا لنور الدين خالد. في كلمة له ألقاها خلال مراسم التنصيب، التي جرت بمقر المديرية العامة للجمارك، بحضور الإطارات المسيرة للجهاز، شدد فايد على «ضرورة مواصلة وتسريع وتيرة إنجاز مختلف المشاريع التحديثية لسلك الجمارك، خاصة تلك المتعلقة بالرقمنة والنظام المعلوماتي كونهما أداة لا يستغنى عنها لتأمين التعاملات التجارية وحماية

خطوات متقدمة في تجسيد الإصلاحات مشروع التحول الرقمي.. الثورة الهادئة



في هذا الإطار، أكد الخبير في تكنولوجيا الاتصال يونس قرار لـ الشعب، أن جميع القطاعات مطالبة ببذل مجهودات أكبر للارتقاء بالنشاط الرقمي الذي بات حتمية تفرضها التحديات التكنولوجية الراهنة من خلال العمل على تنفيذ الإستراتيجية الوطنية للرقمنة وفق خطة موحدة، مبرزا الأهمية التي يحظى بها مشروع الرقمنة من قبل رئيس الجمهورية وحرصه على الارتقاء بالنشاط الرقمي وفق سياسة وطنية للرقمنة تستهدف جميع القطاعات.

وقال الخبير في تكنولوجيا الاتصال إن بعض القطاعات تسير بخطوات متقدمة في تطبيق استعمال الرقمنة منها قطاع التعليم العالي والإدارة العمومية

وأشار إلى أهمية التنسيق بين القطاعات في استخدام الرقمنة وتبادل البيانات والمعلومات ما بين القطاعات وتجسيد ارتباط وثيق للنظام المعلوماتي مع تبنى مسعى جماعي موحد لبلوغ مستويات متقدمة في تطبيق التحول الرقمي بنفس الوثيرة والمعايير، مضيفا أن عصرنة الخدمات العمومية يجب أن تشمل جميع القطاعات دون إقصاء أي جهة معينة من أجل المضي قدما في مشروع التحول الرقمي ومواكبة التطورات الحاصلة في هذا الشأن.

الإستراتيجي التي تنتهجها الحكومة لتطوير الرقمنة وتحسين الخدمة العمومية من خلال نظرة شاملة تمكن من التأسيس لبنية اجتماعية واقتصادية جديدة.

وتأتي هذه الإصلاحات الرقمية تجسيدا للإرادة السياسية القوية لرئيس الجمهورية وحرصه على أهمية تطبيق جميع القطاعات لمشروع التحول الرقمي كركيزة أساسية لتطوير الإدارة والإصلاح العميق للدولة على غرار الإدارة العمومية والتعليم والصحة والفلاحة والصناعة والتجارة بإدراج إصلاحات هيكلية تهدف إلى استحداث أساليب تسيير جديدة تعتمد على الرقمنة وتتميز بالفعالية والسرعة والشفافية مع التأسيس لاقتصاد رقمي وأمن معلوماتي رقمي.

وتعكف وزارة الرقمنة والإحصائيات على وضع القواعد الأساسية من خلال المشاريع الإستراتيجية التي تم إطلاقها على مستوى الوزارة ويتعلق الأمر إلى جانب مشروع الإستراتيجية الوطنية للرقمنة التي تسعى إلى تجسيده بنظرة استشرافية للرقمنة في أفق 2034 ووضع مخطط تنفيذها الخماسي 2024-2029 ومشروع قانون الرقمنة الذي سينظم ويؤطر ويضبط مجال الرقمنة في الجزائر.

تمضي الكثير من القطاعات بخطوات متقدمة في تجسيد إصلاحات رقمية ومخططات، عملية تهدف إلى إرساء مشروع التحول الرقمي وتعميم استعمال الرقمنة تجسيدا لتعليمات رئيس الجمهورية، الذي وضع مشروع تعميم الرقمنة في صميم الإستراتيجية الوطنية لتحقيق التنمية المحلية المستدامة، ضمن سياسة وطنية للرقمنة تهدف إلى إرساء نموذج جديد لتسيير الإدارات وجميع الهيئات والمساهمة في تحسين الخدمة العمومية والعمل المؤسساتي.

صونيا طبة

تولي السلطات العليا في البلاد أهمية بالغة لتعميم استعمال الرقمنة وإنجاح مشروع التحول الرقمي الذي يشمل كافة المجالات في إطار مساندة التطورات الحاصلة في هذا الشأن والسعي نحو تحقيق النجاعة والفعالية في تنفيذ برامج السياسات العمومية وضمان نجاحها بوضع وإعداد آليات بالاشتراك مع كل القطاعات لتطوير الرقمنة وتحسين الخدمة العمومية والعمل المؤسساتي لاسيما على مستوى قطاعات معينة تمكنت من رفع التحدي وتسعى إلى مرافقة هذا التوجه

تنصيب عبد الحفيظ بخوش مديرا عاما للجمارك، فايد يشدد :

تأمين التعاملات التجارية وحماية الاقتصاد الوطني



أشرف وزير المالية لعزیز فايد، على تنصيب عبد الحفيظ بخوش مديرا عاما للجمارك الجزائرية خلفا لنور الدين خالدي، حيث شدد الوزير على ضرورة مواصلة وتسريع وتيرة إنجاز مختلف المشاريع التحديثية لسلك الجمارك من أجل تأمين التعاملات التجارية وحماية الاقتصاد الوطني.

■ محمد س

وأكد الوزير في كلمة له لفأها خلال مراسم التنصيب، التي جرت بمقر المديرية العامة للجمارك، بحضور الإطارات المسيرة للجهاز، ضرورة مواصلة وتسريع وتيرة إنجاز مختلف المشاريع التحديثية لسلك الجمارك، خاصة تلك المتعلقة بالرقمنة والنظام المعلوماتي كونها أداة لا يستغنى عنها لتأمين التعاملات التجارية وحماية الاقتصاد الوطني. وفي هذا السياق، شدد فايد على وجوب الالتزام بأخلاقيات المهنة لضمان السير الحسن وإعطاء الصورة المثالية عن هذا الجهاز الذي أصبح مدعوا إلى مضاعفة الجهود للتكفل بكل المهام الموكلة إليه والتي تتمحور حول جوانب حساسة تمس حماية الاقتصاد الوطني والوقاية ومحاربة كل الأنشطة غير الشرعية عبر مختلف المنافذ الحدودية.

وبهذه المناسبة، شكر وزير المالية خالدي على كل الجهود المبذولة خلال عهده على رأس جهاز الجمارك، مهنيا في الوقت ذاته بخوش على تعيينه، متمنيا له كل التوفيق في مهامه الجديدة، مشيرا إلى الثقة الملقاة على عاتقه نظرا للأهمية البالغة التي يكسبها هذا القطاع. بدوره، أكد بخوش أنه سيقوم بإجراء أولي بتقييم موضوعي لما تم إنجازه في السنوات القليلة الماضية، مع الحرص على تأمين الإيجابيات وتعزيزها وحصر السلبيات وإيجاد الحلول اللازمة لها فضلا عن وضع تحديات يتم رفعها خلال السنوات القادمة، ويتم ذلك بضيف من خلال التفاني والعمل بجد مع ضبط السلوكيات غير السوية على غرار الفساد المادي والمعنوي.

بالموازاة مع تقدم أملاك الدولة في رقمنة الجرد العقاري لجنة جديدة لمتابعة أملاك الجزائر في الخارج ● اللجنة تتشكل من مسؤولين سامين من وزارات المالية والدفاع والخارجية

ويقيد في هذا الحساب في باب الإيرادات نواتج التنازل وإيجار الأملاك العقارية التابعة للأملاك الخاصة للدولة في الخارج والمخصصات المحتملة لميزانية الدولة ورصيد العمليات المعولة من خلال هذا الحساب.

أما في باب النفقات، يقيد في هذا الحساب، تكاليف تأمين عقارات الدولة في الخارج غير المخصصة، تكاليف النفقات والتأمين والرسوم على عقارات الدولة في الخارج وتكاليف العقود والتمثيل القضائي المتعلقة بالمعاملات العقارية للدولة في الخارج وتكاليف الصيانة وإعادة التأهيل والارتقاء بممتلكات الدولة في الخارج وتكاليف اقتناء العقارات، سواء مبنية أو غير مبنية للتمثيل الدبلوماسي والقنصلي في الخارج وتكاليف تشييد المباني لاحتياجات التمثيل الدبلوماسي والقنصلي في الخارج.

كما تتضمن النفقات في هذا الحساب، تكاليف تجهيز مكاتب التمثيل الدبلوماسي والقنصلي في الخارج وإعادة تطويرها وتحديثها وتجهيزها وكذا تكاليف استشارة الخبراء ومكاتب الدراسات والوكالات المتخصصة ذات الصلة بالعمليات المتعلقة بالممتلكات العقارية للدولة في الخارج، من جانب آخر وفي عرضه لمشروع قانون حماية الأملاك الخاصة للدولة شهر جوان الماضي، كان وزير العدل حافظ الأختام، عبد الرشيد طبي، قد أشار أن القانون يتضمن "أحكاما جريئة تلزم كل مسؤول بالسهر على أداء هذا الواجب بالعناية اللازمة وإقرار مسؤوليته الشخصية في حالة ثبوت التواطؤ أو التقاعس" أو "الامتناع عن القيام بالالتزام المفروض عليه لحماية أملاك الدولة..."، وأضاف أن هذا النص "يضع حدا لكل أشكال التسيب واللامبالاة والاستهتار بممتلكات الدولة".

ح. أحمد

العقارية في الخارج التي كان يتم جردها بطرق تقليدية عبر سجلات ورقية، فقد بادرت وزارة المالية إلى تكليف المديرية العامة للأملاك الوطنية، بجرد الأملاك المنقولة والعقارات التي تملكها الدولة في الخارج وتستهملها مثللياتها الدبلوماسية والقنصلية، على أن يتم وضع المعلومات في بطاقات إلكترونية تتعلق بالعقارات وغيرها. كما يجري، حسب ما أكده مصدر مسؤول لـ "الخبر"، رقمنة الجرد بالنسبة إلى المنقولات أيضا، وهي عملية تتيح للجهات الوصية بتسيير هذه الأملاك والتصرف فيها بطرق أكثر فعالية. ويجري في هذا الإطار وضع بطاقات تعريف إلكترونية لمختلف العقارات، وتشمل عملية الجرد الأملاك المنقولة التابعة للممثلات الدبلوماسية والقنصلية الجزائرية في الخارج الأشياء المنقولة، عددها وقيمتها.

في الاتجاه ذاته، دعا وزير المالية، عبد العزيز فايد، في وقت سابق، مختلف القطاعات من خلال مراسلات رسمية، بمد المديرية العامة للأملاك الوطنية بمختلف المعطيات التي بحوزتها ذات الصلة بالعقار ومنها وزارة الشؤون الخارجية، وتهدف هذه التشاركية، حسب مصادر مطلعة، لإثراء البوابة الإلكترونية للأملاك الوطنية.

وكمرحلة لاحقة هناك، حسب ذات المصدر، توجه إلى عقد اتفاقيات شراكة ما بين القطاعات لتبادل مختلف المعلومات إلكترونيا والتأسيس إلى مبدأ ديمومة التبادل التشاركي ضمن هذا الفضاء الذي أنشأته المديرية العامة للأملاك الوطنية. ويحدد مرسوم تنفيذي صادر في 30 جويلية 2019 كقياسات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 146-302 الذي عنوانه "حساب تسيير العمليات العقارية للدولة في الخارج".

● تم، مؤخرا، تحيين دور اللجنة الوطنية التي تتولى العمليات العقارية للدولة في الخارج، يترأسها إطار سام وأعضاء من وزارة الخارجية وتتشكل من مسؤولين سامين من وزارتي الدفاع والمالية. بموجب القرار المؤرخ 12 جوان 2023 والصادر في الجريدة الرسمية في عددها الأخير، تم تفعيل اللجنة الوطنية المكلفة بالعمليات العقارية في الخارج، والتي ألحقت بالمديرية الفرعية للأملاك بوزارة الخارجية، مع تعيين أعضاء جدد في ذات اللجنة.

تضم اللجنة عشرة أعضاء، منهم أربعة من وزارة الخارجية وأربعة آخرين من وزارة المالية وعضوين من وزارة الدفاع الوطني.

تغيير تشكيلة اللجنة يتزامن مع إتمام المديرية العامة للأملاك الوطنية مرحلتين هامتين من عمليات عصرنة ورقمنة الجرد وتسيير الأملاك العقارية للدولة خارج التراب الوطني، كما يأتي في إطار وضع حيز الخدمة المرحلة الأولى من مشروع البوابة الجغرافية متعددة الخدمات وهي عملية تشاركية ضمت عدة قطاعات وزارية. ويأتي هذا القرار في وقت تعكف فيه وزارة المالية حسب مصادر مطلعة، بمتابعة عملية الرقمنة والعصرنة بتصويراتها الجديدة في إطار تنفيذ توجيهات الرئيس عبد المجيد تبون المتعلقة برقمنة أملاك الدولة والمصالح الخارجية التابعة لها.

وفي وقت سابق، أتمت المديرية العامة للأملاك الوطنية تصميم النموذج النهائي للبوابة الجغرافية ومختلف التطبيقات المرتبطة بها، حيث انطلقت هذه البوابة في معالجة المعلومات العقارية بشكلها الواسع الذي يتضمن المعطيات المسحوبة ووصفة تشاركية مع مختلف القطاعات الوزارية الأخرى المعنية بالمعلومة العقارية، وفيما يتعلق بالأملاك

رئيس مجلس التجديد الاقتصادي الجزائري كمال مولي
يكشف عن توجيهات حازمة للرئيس تيون

"تجميد لجنة مراقبة" التقويم الضريبي وإعادة النظر في الملفات المعالجة"

● الرئيس كشف عن جاهزية عمل الوكالة المختصة في العقار الصناعي شهر أكتوبر المقبل



عملية التقويم الضريبي لبعض الشركات طرف لجنة مشتركة مختلطة كانت قاسية مع البعض، كما يراها هؤلاء. ما صير هذه الشركات المهنية التي اعتبرت الأمر "عقوبة" أكثر منه "تقويماً"؟

● كان هذا الموضوع ضمن مراسلات عدة مذكورات من مجلس التجديد الاقتصادي الجزائري إلى رئيس الجمهورية. وكنا نذكر أنه كان على رئيس الجمهورية أن يأخذ الوقت اللازم والكافي لقياس أهمية الفجوات بين رؤيته والتطبيق الفعلي لتوجيهاته، لذلك كنا مقتنعين بأنه سيتخذ إجراءات إعادة التمدل اللازمة، على أمد تقدير في بداية الدخول الاجتماعي. خلال الجلسة، تمكنا من الإشارة إلى أن رئيس الجمهورية قد لاحظ أن العملية المتخذة لمكافحة الغش في إطار اللجنة المذكورة، لا تتوافق مع التوجيهات التي أصدرها. واستطعنا أن نقدم للرئيس الأدلة المخالفة لتوجيهاته.

ومن جهته، كشف رئيس الجمهورية عن توجيهات جديدة واضحة وحازمة: تجميد لجنة المراقبة، إعادة النظر في كل الملفات مع تغيير جذري في الإجراء المتبع، حق الاستئناف للشركات التي تعتبر نفسها متضررة من غرض المراقبة وما فوق جميعهم يمدون للفاعلين الاقتصاديين حقوقهم في حالة ثبوت خطأ لجنة المراقبة.

وجدد رئيس الجمهورية تأكيد ثقته في الفاعلين الاقتصاديين، خاصة العاملين في القطاع الخاص. وأعرب بوضوح عن رغبته في حماية الشركات التي يعتبرها ركيزة في مكافحة البطالة والنمو.

وفي الأخير منظمنا تحرص يومياً الدفاع على مصالح المتعاملين الاقتصاديين، وبالتالي التطور والنمو الاقتصادي المنشود. مسيرتنا تنحصر في كلمتين "الفعالية والراحة النفسية". نحن في مجلس التجديد الاقتصادي الجزائري نؤمن بأن النقاش غير المجدي وغير النافع لا يأتي بأي قيمة إضافية، لأن الحوار البناء يجب أن يكون في ظروف يسودها الهدوء والثقة. من ناحية أخرى، إننا نعتبر بحق كل فرد في حرية التعبير طالما يتحمل المسؤولية الكاملة عن تصريحاته.

د. م.

والإشكالات التي تناولتها مراسلاتنا الأخيرة للرئيس وتقييم الوضع الاقتصادي مع الدخول الاجتماعي. كما نقلنا لرئيس الجمهورية الصعوبات التي يواجهها المتعاملون الاقتصاديون الذين يواجهون بيروقراطية تؤدي إلى عرقلة تنمية مؤسساتهم وشركاتهم.

ونستطيع القول إن رئيس الجمهورية يبذل الكثير من الجهد لتحسين نوعية حياة المواطنين وتعزيز القطاع الاقتصادي، لكن مقاومة التغيير، مثل البيروقراطية واللامبالاة من قبل الإدارة تشكل عقبات كبيرة أمام التنمية..

مشكل العقار الصناعي ما يزال مطروحا بعدة، ولم يستفد المستثمرون من العقار منذ مدة طويلة، ماذا وجدتم كحل لهذه المعضلة؟

● حقيقة، تعتبر صعوبة الحصول على العقار الصناعي من أهم المشاكل التي تعرقل تطوير الاستثمار وتعزل خلق مؤسسات جديدة. وبالتالي مناصب شغل جديدة. وفي هذا الصدد أكد رئيس الجمهورية أن مشروع قانون العقار الصناعي قد وصل إلى مرحلته الأخيرة بعدما انتهت النقاشات في البرلمان، ومبدئياً الوكالة المعنية بهذا الملف جاهزة كي يتأخر عملها شهر أكتوبر القادم.

لنخوض الآن في ملف التصدير، لو سمحتم، ماذا اقترحتم كمجلس على مستوى المنظومة القانونية لتسهيل العقوبات أمام المصدرين؟ وما هي المشاكل التي تواجهكم في الميدان؟

● بخصوص هذا الموضوع، لقد قام المجلس الاقتصادي للتجديد الجزائري باقتراح ثلاثين توصية، تمت المصادقة عليها من طرف جميع الأعضاء المنتسبين لتنظيم. هذه التوصيات ترمي لتنشيط الصادرات خارج المحروقات، للأسف واحدة فقط تم تطبيقها مؤخرا من بين 30 توصية من قبل السلطة التنفيذية، وتتعلق بإنشاء المجلس الوطني الاستشاري لترقية الصادرات. نحن نأمل ونرجو أن يدرس المجلس الوطني الاستشاري (والذي تشغل عضوية فيه) مقترحاتنا وتصوراتنا لإعطاء ديناميكية جديدة للصادرات وتحقيق الأهداف والتي حددها رئيس الجمهورية في كل مناسبة وفي كل خرجاته الإعلامية..

حاوره: م. دكار

● كشف رئيس مجلس التجديد الجزائري، كمال مولي، في هذا الحوار، عقب استقباله وأعضاء مكتبه المومع (الأرياء) من طرف رئيس الجمهورية، عبد المجيد تيون، أن الرئيس قرر تجميد لجنة المراقبة له التقويم الضريبي وإعادة النظر في كل الملفات، مع تغييرات جذرية في الإجراءات المتبعة من قبل المصالح المعنية، مع ضمان حق الاستئناف للشركات التي تعتبر نفسها متضررة.

كمال مولي أكد أن الرئيس تيون طلب الإبلاغ لرئاسة الجمهورية عن كل قضية مطابقة للقانون لم تستطع حلها بسبب البيروقراطية..

تلتقون بصفة دورية مع رئيس الجمهورية عبد المجيد تيون، وتعملون، في كل مرة، تصورا للوضع الاقتصادي العام مع جملة من المقترحات التي ترونها ضرورية لدفع عجلة التنمية. ما الخلاصة التي توصلتم إليها في لقاءكم الأخير مع رئيس الجمهورية؟ وكيف كانت نظرة الرئيس للأمر؟

● يتبع رئيس الجمهورية عبد المجيد تيون أسلوبا مميذا للبقاء على اتصال مباشر مع الجميع، وذلك منذ نهاية جائحة كورونا، ومن خلال لقاءات صحفية منتظمة، يمتع رئيس الجمهورية الجميع مفاتيح فهم التوجهات والإجراءات السياسية المتخذة، وكذا من خلال اجتماعات منتظمة مع الشباب والجمعيات والفاعلين الاقتصاديين وغيرهم، فهو يسأل ويستمع ويأخذ مقترحاتنا على محمل الجد. من جهتنا في مجلس التجديد الاقتصادي الجزائري، وكلما رأينا الأمر ضروري نرسل باسم مجلس التجديد الاقتصادي الجزائري طلبا للمقابلة إلى رئيس الجمهورية الذي يقبل الطلب وفق ما يسمح به جدول أعماله.

لقد اتبع اجتماع الأرياء الماضي نفس العملية، مع الفارق أن طلبنا لمقابلة رئيس الجمهورية هذه المرة جاء على ضوء مختلف التقارير التي أرسلناها إلى رئيس الجمهورية خلال الشهرين الماضيين، وتشمل مواضيع اقتصادية مختلفة أبلغنا رئيس الجمهورية بها.

وقد سمح لنا اللقاء الأخير مع رئيس الجمهورية، بتوضيح الكثير من مختلف القضايا والمسائل



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger